

LE SOUTIEN A L'EMPLOI DES JEUNES AU NIGER

UNE EVALUATION RETROSPECTIVE DU SOUTIEN A L'EMPLOI DE 2007-2018

Sommaire

1- HISTORIQUE ET PORTEE DE L’ÉVALUATION	6
1.1 Historique.....	6
1.2 Portée de l’évaluation.....	7
2- METHODOLOGIE	8
3- CONTRAINTES	10
4- LA SITUATION DE L’EMPLOI DES JEUNES NIGERIENS : UN PORTEFEUILLE D’ACTIVITES PEU PRODUCTIVES, UN ACCES LIMITE AUX ENTREPRISES FAMILIALES, DES ASPIRATIONS POUR UNE VIE EN DEHORS DU SECTEUR AGRICOLE	11
5- UN APERÇU DU SOUTIEN A L’EMPLOI AU NIGER	15
6.1 Investissement dans le soutien à l’emploi.....	18
6.2 Nombre de bénéficiaires.....	21
7- QUELLE DIFFERENCE LE SOUTIEN A L’EMPLOI A-T-IL APPORTE AUX BENEFICIAIRES ?	25
7.1 Nouveaux emplois ou nouvelles activités d’emploi.....	26
7.2 Augmentation des revenus.....	28
7.3 Formation.....	31
8- LES PROJETS AU NIGER TRAITENT-ILS DES CONTRAINTES LIEES A L’EMPLOI ? SONT-ILS ALIGNES SUR LES MEILLEURS PRATIQUES INTERNATIONALES ?	32
8.1 Composition du portefeuille et le coût du soutien à l’emploi.....	32
8.2 Développement rural et chaines de valeurs.....	35
8.3 La formation comme soutien à l’emploi.....	37
8.4 Le capital comme soutien à l’emploi	38
9- LE CONTEXTE INSTITUTIONNEL ET SON IMPACT SUR LE SOUTIEN A L’EMPLOI	40
9.1 La complexité du contexte institutionnel pour définir les politiques et gérer les projets d’emploi des jeunes pose d’importants défis.....	40
9.2 L’Agence Nationale pour la Promotion de l’Emploi, qui vise à soutenir l’emploi des jeunes de tous horizons, ne touche en réalité qu’un groupe limité de travailleurs	42
9.3 Bien que le Gouvernement Nigérien soutienne l’emploi depuis longtemps, il subsiste une marge d’amélioration dans l’apprentissage des leçons et l’évolution du portefeuille des projets	43
10- CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES POUR LE SOUTIEN A L’EMPLOI	45
10.1 Gestion du portefeuille du soutien à l’emploi	Error! Bookmark not defined.
10.2 Offrir un soutien à l’emploi qui s’adresse aux principaux contraintes et qui est basé sur des preuves :.....	Error! Bookmark not defined.
10.3 Apprendre de l’expérience du soutien à l’emploi.....	Error! Bookmark not defined.
Références :	45
Annexes :	Error! Bookmark not defined.

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 Liste de contreparties rencontrées par l'équipe	9
Tableau 2 Exemples d'accroissement de revenu par projet	30
Tableau 3 Types de projets dans le portefeuille en fonction de leurs activités	33
Tableau 4 Caractéristiques des ménages agricoles et accès aux infrastructures	36

LISTE DES FIGURES

Figure 1 Obstacles aux activités des entreprises familiales auto-déclarés	13
Figure 2 Aspiration et activités actuelles des jeunes par niveau d'éducation	14
Figure 3 Distribution des projets achevés et en cours par région	16
Figure 4 Distribution des projets par type d'objectifs	16
Figure 5 Distribution des projets par type de support d'emploi	18
Figure 6 Investissement total des projets par année (USD)	19
Figure 7 Budget total et moyen par partenaire	20
Figure 8 Distribution des projets par budget	21
Figure 9 Estimation du double-comptage et nombre des bénéficiaires relativement à la population Nigérienne	23
Figure 10 Estimation des jeunes bénéficiaires primaires et secondaires atteints relativement aux jeunes qui entrent au marché du travail chaque année	24
Figure 11 Estimation des jeunes bénéficiaires primaires atteints relativement aux jeunes qui entrent au marché du travail chaque année	24
Figure 12 Distribution des bénéficiaires atteints par type de bénéfice	26
Figure 13 Emplois temporaires et permanent déjà crée et en cours	27
Figure 14 Creation d'emplois des jeunes dans les projets achevés et en cours, par type d'emploi	28
Figure 15 Exemples d'amélioration de la productivité au cours du projets par produit agricole	29
Figure 16 Distribution des Nigériens formés par type de formation	32
Figure 17 Répartition des budgets par types de projets	34
Figure 18 Distribution des budgets des projets dédiés aux jeunes par type de projets	34
Figure 19 Comparaison des budgets par bénéficiaires et par type de projets	35
Figure 20 Distribution de projets par tutelle	40
Figure 21 Distribution des projets dédiés aux jeunes par tutelle	41
Figure 22 Chronologie des programmes phares du gouvernement	44

LEXIQUE ET DEFINITIONS

Jeunes : La définition de la jeunesse retenue par cette évaluation est celle du gouvernement du Niger qui fixe la limite d'âge de 15 à 35 ans. Certains programmes étendent même la limite d'âge à 40 ans. Il convient de noter qu'en pratique, le concept de « jeunesse » au Niger relève moins d'un âge défini que du fait de ne pas encore être pleinement établis, ou de ne pas encore pleinement assumer les responsabilités liées à l'âge adulte.

Emploi : Etre employé s'applique à quelqu'un qui a un emploi salarié, des revenus, en espèces ou en nature, ou travaille contre rémunération ou pour le compte de la famille pendant une période déterminée en tant qu'employé ou travailleur indépendant.

Emploi temporaire : Les emplois temporaires sont des contrats « travail contre salaire » ou des travaux publics à haute intensité de main-d'œuvre (HIMO). Ils ont tendance à être de courte durée, la plupart d'entre eux durant entre six semaines et six mois de travail. Lorsque les projets fournissent des emplois HIMO comme activité principale, leur objectif est d'empêcher les ménages de sombrer davantage dans la pauvreté en période d'adversité telle que la sécheresse

Emploi permanent : Dans le contexte des projets examinés, le concept d'emploi permanent ne fait en réalité pas référence à un seul emploi principal qui suffirait à assurer une subsistance, ou encore à un emploi salarié. Il s'agit plutôt de nouvelles activités génératrices de revenus indépendantes qui pourraient être maintenues à plus long terme après la fin de l'opération de soutien à l'emploi

Chômage : La définition restrictive de l'OIT considère qu'un individu est chômeur s'il n'a pas d'emploi, mais cherche activement du travail et est disponible pour le faire.

Entreprise Familiale : Par nature informelle, elle désigne les personnes travaillant pour leur propre compte dans le secteur non-agricole sans embauche, et faisant appel à des membres de leur famille sans contreparties financières.

Bénéficiaires primaires : Bénéficient directement de soutien à l'emploi mis à leur disposition individuellement. Dans les cas où les ménages sont les bénéficiaires, nous comptons un bénéficiaire primaire par ménage.

Bénéficiaires secondaires : Bénéficient soit en tant que membres du ménage d'un bénéficiaire primaire, soit en tant que membres de communautés ayant accès à des infrastructures nouvellement construites.

ACRONYMS

AFdB	Banque Africaine de Développement
AFP	Agence Française de Développement
ANPE	Agence Nationale pour la Promotion de L'Emploi
CAPEG	Cellule d'Analyse des Politiques Publiques et d'Evaluation de l'Action Gouvernementale
FAFPA	Fond d'Appui a la Formation Professionnelle
FAFPCA	Fond d'Appui à la Formation Professionnelle Continue et l'Apprentissage
FIDA	Fond International pour le Développement Agricole
MPME	Micro et Petites Entreprises
APD	Aide Publique au Développement
OCDE	Organisation de Coopération Economique et Développement
ONEF	Observatoire Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
PAFPCA	Programme d'Appui à la Formation Professionnelle Continue et l'Apprentissage
EFTP	Enseignement et Formation Technique et Professionnelle
PAM	Programme Alimentaire Mondial

1- HISTORIQUE ET PORTEE DE L’EVALUATION

1.1 Historique

Les emplois sont essentiels au développement et à la réduction de la pauvreté au Niger. Alors que le Niger a récemment enregistré des années de forte croissance, il reste parmi les pays les plus pauvres au monde, enregistrant le sixième PIB le plus faible par habitant (PPA) en 2017 et un taux de pauvreté de 45% de la population avec 1,90 USD par jour et 82% ayant 3,20 USD en 2014 (IDM). Avec peu de transformation structurelle, 84% de la population continue à vivre dans les zones rurales et l'industrie manufacturière contribue pour 6% seulement à la valeur ajoutée. Il est d'autant plus urgent d'accroître les opportunités économiques, le Niger affichant l'un des taux de croissance démographique les plus élevés au monde et, par conséquent, l'une des populations les plus jeunes. Près de trois Nigériens sur cinq ont moins de 18 ans et pas moins de 500 000 jeunes Nigériens entrent sur le marché du travail chaque année (Banque Mondiale, 2017). Pour le développement et le maintien de la stabilité, il sera essentiel de fournir des opportunités d'emploi suffisantes à ces groupes importants de jeunes femmes et d'hommes.

Des emplois plus productifs sont nécessaires pour offrir des perspectives à une population jeune et croissante, aux aspirations élevées. Peu de Nigériens sont totalement au chômage, mais beaucoup connaissent le sous-emploi (62%) et des emplois temporaires ou à court terme (70%) (Banque Mondiale, 2017). La plupart des emplois étant peu productifs, la plupart des ménages maintiennent un « portefeuille » d'activités qui se combinent pour gagner leur vie. Les options pour les jeunes sont particulièrement limitées à cause d'un accès limité aux terres agricoles familiales, des embauches dans le secteur informel basées sur des relations familiales, l'absence de qualifications techniques et professionnelles, et des obstacles importants à l'épargne du capital nécessaire pour mener d'autres activités productives. Dans le même temps, les jeunes Nigériens ont de fortes ambitions pour leur vie économique et recherchent des activités plus productives que celles qui leur sont actuellement offertes.

Soutenir l'emploi pour les jeunes au Niger signifie s'attaquer aux questions difficiles du niveau d'ambition voulu, de l'ampleur nécessaire et des compromis au niveau du financement pour la réduction de la pauvreté. Toute politique de l'emploi des jeunes au Niger est confrontée à un problème d'équilibre entre deux ambitions importantes. Elle doit tenir compte de la réalité à savoir que, compte tenu du point de départ très modeste, les opportunités économiques pour la plupart des Nigériens resteront probablement limitées à moyen terme. Dans le même temps, elle doit tenir compte aussi du fait que les jeunes Nigériens aspirent à une vie économique différente de celle de leurs aînés. Le défi consiste donc à déterminer quel type de soutien est réalisable de manière réaliste et peut offrir une perspective suffisamment satisfaisante pour les jeunes Nigériens. En second, les pouvoirs publics doivent se demander si les résultats obtenus des actions menées jusque-là, permettent ou non de dégager une tendance lourde de changement efficace et efficient, et si les actions envisagées peuvent réellement faire la différence, compte tenu des très grands besoins en emplois de meilleure qualité. Enfin, dans un contexte où la pauvreté reste omniprésente, il est important de reconnaître que d'apporter un soutien à l'emploi pour les jeunes en particulier peut signifier renoncer à d'autres investissements susceptibles de réduire plus efficacement la pauvreté. Afin de faire des choix éclairés sur ces deux questions, les décideurs doivent clairement comprendre l'efficacité des différentes modalités de soutien à l'emploi, leur adéquation aux défis du Niger et leur rentabilité. La présente étude cherche à fournir une telle évaluation.

1.2 Portée de l'évaluation

Le but de cette évaluation est d'examiner l'efficacité et l'efficience des projets d'emploi passés et actuels pour les jeunes au Niger. Elle cherche à le faire en répondant à trois principales questions de recherche :

- (1) Quels ont été le niveau d'investissement, le nombre et les caractéristiques des bénéficiaires avec différents types de programmes ? Les activités au sein des programmes ont-elles été mises en œuvre comme prévu ?
- (2) Dans les évaluations existantes, les programmes pour l'emploi se sont-ils avérés efficaces ?
- (3) Les programmes pour l'emploi ont-ils identifié des problèmes comme étant les contraintes majeures à l'emploi des jeunes Nigériens ? Leur élaboration a-t-elle été alignée sur les preuves internationales de programmes mis en œuvre avec succès ?

L'évaluation est basée sur un examen rétrospectif de l'élaboration et de la performance des projets d'emplois réalisés sous l'égide du gouvernement du Niger sur les années 2007-2018. La présente étude est entreprise à la demande de la Cellule d'analyse des politiques publiques et de l'évaluation de l'action gouvernementale (CAPEG) du Cabinet du Premier Ministre de la République du Niger. Elle repose sur un examen du soutien passé et actuel aux emplois dans le cadre de projets lancés entre 2007 et 2018. L'analyse concernera uniquement les projets exécutés sous l'égide du gouvernement - c'est-à-dire qu'il exclut, par exemple, les projets mis en œuvre directement par les ONG. En tout, cinquante projets achevés et en cours ont été examinés ; parmi ceux-ci seulement 26 ont fourni des données sur les résultats, les produits, et (dans une moindre mesure) sur les impacts.

L'examen se limite aux projets qui apportent un soutien à des bénéficiaires individuels ou à des communautés et ne prend pas en compte l'environnement macro-fiscal pour l'emploi, ni le rôle des grandes infrastructures. Afin de maîtriser la portée de l'évaluation, et permettre l'utilisation d'une seule méthodologie, l'évaluation se limitera au soutien à l'emploi aux niveaux « micro » et « méso » - c'est-à-dire aux projets qui soutiennent des bénéficiaires individuels ou des communautés. Elle ne tiendra pas compte du soutien à la politique macro-fiscale, à l'environnement des affaires ou aux investissements dans les infrastructures. Cela ne veut pas dire que ces domaines n'offrent pas de réelles et importantes opportunités de promotion de l'emploi au Niger. En particulier, si le Niger a amélioré son classement Doing Business et obtenu des résultats légèrement supérieurs à la moyenne régionale pour l'Afrique subsaharienne, les déficits d'infrastructures demeurent importants (Banque Mondiale, 2019). L'accès à l'électricité est de 16% (IDM, contre 49% en moyenne dans les pays IDA), 13% des communautés ont accès à des routes améliorées et 41% sont abonnés aux téléphones mobiles (contre 74% en moyenne dans les pays IDA).

En examinant l'impact du soutien à l'emploi, cette évaluation examinera la création d'emplois, l'amélioration de la productivité et l'accès des jeunes à l'emploi. Le *Groupe Emploi* de la Banque mondiale a élaboré un cadre conceptuel¹ sur la manière de concevoir et d'évaluer les résultats des opérations visant l'emploi. Il fournit une cartographie des résultats clés en matière d'emploi dans trois catégories : la création d'emplois, la qualité des emplois et l'accès aux emplois aux groupes défavorisés. Ce sont les catégories que nous utiliserons dans cette étude pour évaluer l'impact sur l'emploi. Nous discuterons ci-dessous comment chaque type de résultat devrait être envisagé dans le contexte des

¹ World Bank (2017). Monitoring and Evaluation for Jobs Operations. *Jobs M&E Toolkit, Volume 1.*

emplois pour les jeunes au Niger. En bref, nous soutiendrons que la création d'emplois signifie principalement de nouvelles activités indépendantes ; que la « qualité » d'un emploi concerne surtout une productivité améliorée et la création de revenus plus élevés et fiables à partir des activités indépendantes ; et que selon nous, nous pensons principalement à l'accès des jeunes à des activités plus productives. Une catégorie supplémentaire appelée « résultats intermédiaires » est également utilisée pour les indicateurs qui « facilitent la réalisation des résultats finaux vers des emplois plus nombreux, de meilleure qualité et inclusifs ». Dans le contexte du Niger, ils concernent principalement les compétences, l'accès au marché et au financement. Ces catégories cherchent à donner une vision claire et réaliste du sens des emplois pour les travailleurs et comment nous pouvons soutenir les emplois, plutôt que de nous concentrer uniquement sur le concept de « création d'emplois » dans un contexte où un tel focus n'est pas très signifiant.

2- METHODOLOGIE

L'évaluation s'est déroulée sur quatre phases, débutant avec l'identification des projets potentiellement pertinent, suivi par un exercice de priorisation, une collecte de données et leur analyse.

Afin d'assurer que l'exercice soit compréhensif nous avons d'abord (1) identifié et développé une liste de projets potentiellement pertinents mis en œuvre au Niger sous l'égide du gouvernement et durant la période convenue. Les projets pertinents auraient pu être implémenté par la Banque Mondiale, ainsi que d'autre partenaire bilatéraux et multilatéraux. Cela a été entrepris à travers une recherche en ligne ainsi que des réunions avec les partenaires concernés. Dans un deuxième temps, (2) nous avons entrepris un exercice de priorisation afin d'assurer que seuls les projets les plus pertinents soient analysés. La troisième phase a consisté à (3) collecter de la documentation nécessaire afin de comprendre les projets entrepris au Niger. Les informations obtenues constituent désormais une base de données. Enfin (4) nous avons développé de nouveaux indicateurs et catégories et avons accompli une analyse de toutes les données disponibles à partir de ces indicateurs.

Nous avons entrepris d'organiser entretiens et réunions avec les contreparties gouvernementales, bilatérales et multilatérales entre février et mai 2018 afin d'identifier les projets et de collecter leurs données. Afin d'identifier tous les projets pertinents nous nous sommes appuyés sur des sources en lignes ainsi que publiques. De plus, nous avons identifié toutes contreparties pertinentes pour l'évaluation et avons mené des entretiens dès février 2018. L'objectif de ces réunions était (1) de présenter l'évaluation aux contreparties ; (2) de déterminer et valider les projets pertinents ; (3) collecter toute la documentation disponible pour les projets identifiés ; et (4) mieux comprendre la mise en œuvre des projets ainsi que les obstacles auxquels auraient pu être confrontées les personnes clés. Ces entretiens et réunions se sont déroulées jusque Octobre 2018 et ont inclus plusieurs discussions de suivi afin d'assurer une collecte détaillée de la documentation disponible. Le tableau 1 présente la liste des contreparties que nous avons rencontré durant cette période.

Tableau 1 Liste de contreparties rencontrées par l'équipe

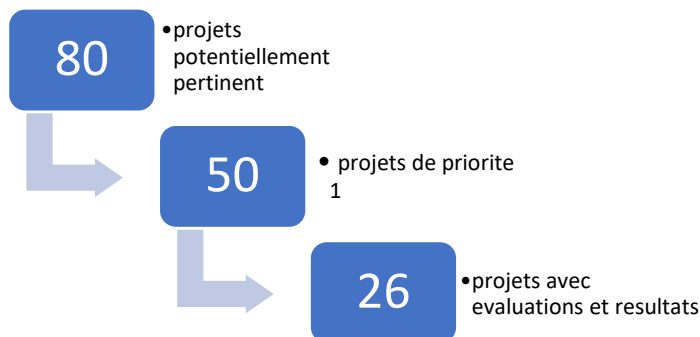
Partenaires locaux / contreparties gouvernementales	Partenaires internationaux
Ministère de L'Agriculture et de l'Élevage	GIZ
Ministère de l'Emploi du Travail et de la Protection Social	Coopération Suisse
ANPE	Lux Dev
ONEF	Agence Française de Développement
Ministère de la Formation Professionnelle et Technique	IFAD
Ministère du Commerce (Directeur PME)	Agence de Développement Belge
Maison de l'entreprise	Swisscontact
Ministère du Plan et de l'Aménagement	Union Européenne
3N	PNUD
CIPMEN	

Nous avons identifié pas moins de 80 projets potentiellement pertinents, et les avons sélectionnés afin d'obtenir une liste finale comportant les projets les plus pertinents. En collaboration avec les partenaires, nous avons identifié près de 80 projets qui ont eu –directement ou indirectement– un impact sur l'emploi au Niger en général, et notamment auprès des jeunes en particulier. Nous avons classé les projets en trois catégories de priorité différente et avons focalisé l'étude et le portefeuille sur les projets dans la catégorie de priorité 1, suivie de la catégorie 2 afin de compléter la compréhension du contexte le cas échéant.

- (1) Priorité 1 (les projets doivent satisfaire tous les critères)
 - Projet directement lié à l'emploi (non nécessairement des jeunes) ou une grande partie ou composante du projet est liée à l'emploi (création, productivité, formation, etc.) ;
 - Projet conséquent (budget et durée) ;
 - Mis en œuvre par le gouvernement ou sous l'égide du gouvernement ;
 - Suffisamment de documentation disponible.
- (2) Priorité 2
 - Pas directement lié à l'emploi mais a quelques éléments qui sont axés sur l'emploi ;
 - Des projets très pertinents mais de très petites tailles (budget ou durée) ;
 - Mis en œuvre par le gouvernement en grande partie.
- (3) Priorité 3
 - **Indirecte composante liée a l'emploi** (projet législatif par exemple) ou peu significative ;
 - **Pas mis en œuvre par le gouvernement.**

Cinquante projets ont été retenus dans le portefeuille. Parmi les projets identifiés, 50 ont satisfait les critères de la catégorie priorité 1. L'équipe a fait un effort important afin de collecter toute la documentation disponible pour ces 50 projets auprès des partenaires. En particulier, l'équipe a tenté de

d'obtenir (1) les documents de projets afin de mieux comprendre l'intention, les objectifs et les détails d'élaboration des projets, et (2) toute la documentation disponible sur la mise en œuvre, et le processus de mise en œuvre des projets, ainsi que les évaluations, incluant, les rapports résumant le statut de mise en œuvre, les rapports finaux, les rapports de suivi et d'évaluation, et l'évaluation d'impact. Les rapports les plus pertinents ont été cités dans la bibliographie de ce rapport.



Les données pertinentes, suivant la gamme des détails d'élaboration aux résultats liés à l'emploi, ont été collectées dans une base de données et converties en indicateurs quantitatifs. La base de données a tenté de prendre en compte toutes les informations descriptives des projets qui pourraient fournir des réponses aux trois questions initiales. Cela inclut l'échelle des projets (budget et bénéficiaires), la portée des projets (objectifs, résultats souhaités), le type de projets (composantes, sous-composantes, activités), la géographie (villages et communes ciblées), et la mise en œuvre des projets (délais, retard, défis). Toutes les informations disponibles sur les indicateurs suivis et les résultats achevés ont été notées. La base de données inclut des cibles pour la performance ainsi que pour les résultats achevés, suivant les résultats déclarés dans les cadres de résultats. Elle capture aussi bien les résultats quantitatifs que les résultats qualitatifs.

3- CONTRAINTES

Bien que nous ayons tenté d'identifier tous les projets pertinents dans la période de l'étude, nous avons été confrontés à un manque de mémoire institutionnelle. Cette évaluation a cherché à entreprendre une analyse rétrospective des projets sur la période 2007-2017. Bien que nous ayons identifié plusieurs projets qui ont été opérationnels entre 2012 et 2017, l'identification de projets avant 2012 a été plus difficile. Même durant les entretiens avec les contreparties, il y avait une tendance à se focaliser sur les projets les plus récents, et donner une esquisse seulement des projets les plus anciens du fait d'une mémoire institutionnelle limitée. Par conséquent, bien que nous n'ayons aucune indication d'avoir oublié les projets avant 2012, il est néanmoins possible que cela soit le cas.

Il y avait des lacunes importantes dans la disponibilité des documents, et en particulier les évaluations. Nous avons poursuivi la recherche pour des documents pertinents tout au long de la durée de l'étude, y incluant des contacts continus avec certaines contreparties. Le nombre important de documents collectés à travers ce processus a fourni une grande richesse d'informations. Néanmoins, plusieurs projets ont dû être exclus en raison de manque complète de documentation. Quatre catégories de lacunes ont été identifiées :

- **Il y avait peu d'information sur la mise en œuvre des projets**, sur les défis auxquels ils ont fait face, et sur aucuns changements qui auraient pu savoir lieu.
- Les budgets étaient disponibles pour la plupart des projets, mais **les répartitions des dépenses disponibles ne nous ont pas permis de faire le lien entre les budgets et les composantes en**

détail. Cela a limité la possibilité d’entreprendre une analyse plus exhaustive et pointue sur le niveau d’investissement et la rentabilité de certains types de soutien à l’emploi.

- Au final, **seuls 26 projets avaient de la documentation sur leurs résultats**, que ce soit des rapports sur l’état d’avancement du projet vers les cibles définies, ou des évaluations d’impacts. A cause de cela, nous n’avons pas pu déterminer les résultats obtenus pour certains types de soutien, notamment les projets d’entrepreneuriats. Comme nous le verrons ci-dessous, certaines de nos estimations concernant le soutien à l’emploi au Niger sont particulièrement circonspectes.
- **Les indicateurs d’emplois ne sont pas suffisamment désagrégés au niveau du genre.** Bien que la majorité des projets ait des cibles pour l’inclusion des femmes, et suivent le nombre de femmes qui participent, il existe très peu d’information sur ce que les femmes reçoivent en tant que bénéficiaire.

4- LA SITUATION DE L’EMPLOI DES JEUNES NIGERIENS : UN PORTEFEUILLE D’ACTIVITES PEU PRODUCTIVES, UN ACCES LIMITE AUX ENTREPRISES FAMILIALES, DES ASPIRATIONS POUR UNE VIE EN DEHORS DU SECTEUR AGRICOLE

Notre analyse repose sur trois caractéristiques clés de la situation d’emploi des jeunes Nigériens. Notre discussion du soutien à l’emploi est informée par la situation de l’emploi des jeunes Nigériens, les obstacles auxquels ils se heurtent pour trouver des emplois plus productifs, et leurs aspirations. Cette section résume les trois éléments qui influent le plus directement nos recommandations. On se base en grande partie sur les conclusions de l’Evaluation des Emplois au Niger de 2017 par la Banque mondiale (*Niger Jobs Assessment, World Bank, 2017*) ainsi que des enquêtes récentes sur le secteur privé (IADD, 2017 ; INS, 2015); sauf indication contraire, l’Evaluation des Emplois est la source de toutes les statistiques et des graphiques présentés.

1. *Pour les jeunes Nigériens sur un marché de travail avec beaucoup de concurrents et peu d’options productives à temps plein, un « emploi » est presque toujours un portefeuille d’activités peu productives, et le plus souvent dans l’agriculture.*

Le Niger doit offrir des opportunités à 500 000 jeunes travailleurs qui intègrent la population active chaque année. Les jeunes âgés de 15 à 34 ans représentent 29% de la population nigérienne (données des Nations Unies sur la population). De plus, 56% de la population a moins de 15 ans, ce qui représente la plus grande part de tous les pays africains de comparaison et est entraînée par le taux de natalité le plus élevé au monde. En raison de cette dynamique démographique puissante, plus de 500 000 jeunes travailleurs entrent dans la population active chaque année. La majorité des jeunes travailleurs (15-24 ans) n’ont pas été scolarisés, bien que, grâce aux progrès du système éducatif, ils aient beaucoup plus de chance d’être scolarisés que les générations plus âgées (40%, contre 7% des 55-64 ans) (Banque Mondiale, 2017).

Groupe d’âge	Pourcentage de la population
Under 15	50%
15-34	30%
35-64	17%
65 and above	3%

Pour la plupart des jeunes Nigériens, un « emploi » signifie un portefeuille d'activités génératrices de revenus. Les emplois au Niger sont pratiquement toujours informels, avec les emplois rémunérés/salariés représentant que 4% des emplois, et dont 76% sont dans le secteur public. De plus les emplois au Niger sont essentiellement informels et souvent saisonniers ou à temps partiel. Il est donc plus judicieux de les considérer comme un portefeuille d'activités génératrices de revenus pour les individus et les ménages (Blattman and Ralston, 2016). Travailler dans différentes activités peut aider à gérer les risques, mais plus fondamentalement, c'est un moyen de s'adapter à l'évolution de la productivité de différentes activités et de rassembler des moyens d'existence provenant de différentes sources qui, individuellement, ne suffiraient pas. Par exemple, une enquête menée en 2014 a montré que près d'un travailleur sur trois qui travaillait auparavant dans le secteur manufacturier s'est tourné vers l'agriculture pendant la période des récoltes, ce qui reflète le caractère occasionnel et la faible productivité de nombreuses activités manufacturières. Inversement, onze pour cent (11%) des hommes (et très peu de femmes) ont déclaré avoir émigré temporairement vers les villes pour travailler pendant la période d'inactivité.

Le travail dans l'agriculture est la norme pour les jeunes Nigériens et le complément le plus courant au travail des champs sont les activités indépendantes occasionnelles ; mais il faut tenir compte que la plupart des activités sont peu productives. Au Niger, 91% de tous les ménages ont au moins un membre actif dans l'agriculture. L'agriculture est la principale activité de 81% des travailleurs, quel que soit leur âge, et une source de revenu secondaire pour 5% supplémentaires. Les jeunes Nigériens ne sont pas différents: 78% travaillent principalement dans l'agriculture. Ceux qui ne travaillent pas dans l'agriculture sont plus susceptibles de travailler dans des activités indépendantes occasionnelles (15% de tous les travailleurs). Comme indiqué ci-dessus, les transitions entre ces activités sont fluides. Plusieurs emplois au Niger ne sont pas suffisamment productifs afin de permettre un niveau de vie satisfaisant : le taux de pauvreté global avec 3,10 USD par jour concerne 82% de la population. Les conditions dans l'agriculture sont particulièrement difficiles. Deux Nigériens sur cinq travaillant dans l'agriculture n'ont aucun revenu en espèces. Même si on se focalise sur les travailleurs qui ont reçu une rémunération (donc, en excluant les aides familiales), ceux qui font du travail indépendant dans le secteur agricole ne gagnent qu'un tiers de ce que gagnent les travailleurs dans les autres secteurs. Pourtant, même entre ceux qui travaillent dans les entreprises informelles au lieu de l'agriculture, le taux de pauvreté atteint 60%.

2. *La plupart des ménages ont une « entreprise familiale », mais les jeunes exercent rarement ces activités commerciales, probablement parce qu'il est difficile d'accumuler suffisamment d'épargne pour le faire.*

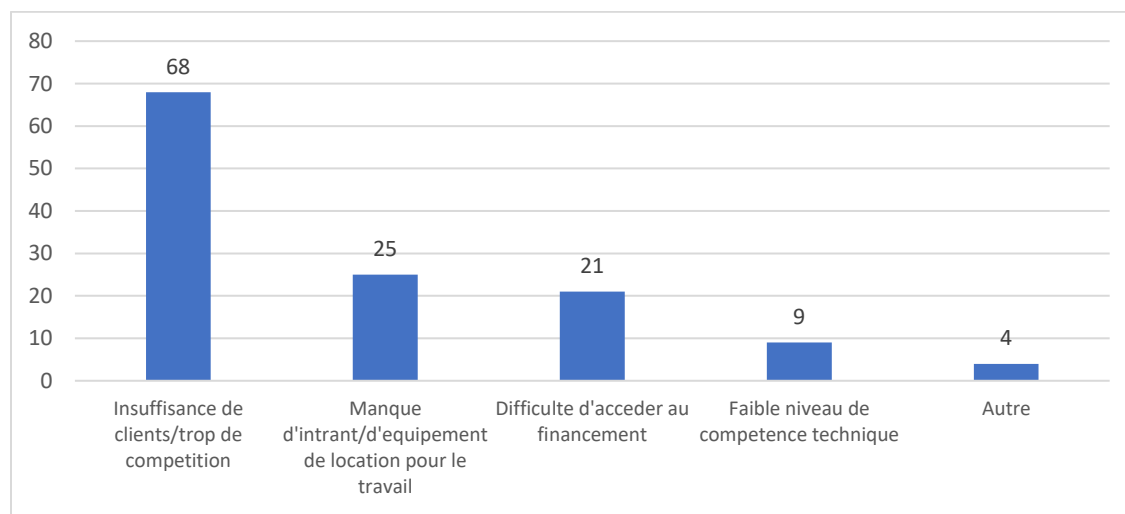
La plupart des ménages ont une « entreprise familiale », souvent dans des services à petite échelle, qui peut contribuer de manière significative aux revenus. La plupart des ménages nigériens mènent une activité commerciale allant au-delà de la production agricole - une « entreprise familiale » qui est par nature informelle et désigne les personnes travaillant pour leur propre compte dans le secteur non agricole sans embauche, et faisant appel à des membres de leur famille non rémunérés (Banque mondiale, 2011). La plupart des activités opèrent dans les services à petite échelle : 37% environ sont dans le commerce de détail, suivies des autres services (21%), de la transformation des produits agroalimentaires (16%), des services d'accueil (6%) et des services de soins personnels, tels que la réparation de chaussures (6%). Alors que la majorité (58%) des activités commerciales des ménages est exercée toute l'année, il est rare qu'elles soient la principale occupation (15%). Néanmoins, elles peuvent jouer un rôle important dans le bien-être et les perspectives des ménages en apportant un complément à l'agriculture de

subsistance : les dépenses des ménages ayant des portefeuilles d'activités diversifiées étaient environ 25% supérieures à celles des ménages purement agricoles en 2014 (une corrélation, pas de cause à effet).

Les jeunes dirigent rarement des entreprises familiales, en partie parce qu'il est difficile d'accumuler suffisamment d'épargne pour le faire. Ce sont le plus souvent les chefs de ménage (56%) ou leurs conjoints (31%) qui sont propriétaires de la principale activité non agricole du ménage. Il est beaucoup plus rare que leurs enfants soient propriétaires (9%). De même, les jeunes de moins de 25 ans possèdent 9% de toutes les entreprises familiales mais constituent 30% de la population active. Un des principaux facteurs qui empêche les jeunes Nigériens de créer une activité est la difficulté de supporter le coût initial : une majorité (81%) des personnes dépendent de leurs propres économies pour financer leurs activités. Les cadeaux et les prêts informels constituent l'essentiel du solde (16%) ; très peu (1%) utilisent le crédit formel. Les taux d'intérêt élevés impliquent des risques sérieux et empêchent peu d'entreprises de recourir au crédit - l'Enquête Nationale de 2015 a montré que le taux d'intérêt implicite des petits emprunts informels (200 USD en moyenne) était de 26%. Les obstacles auxquels se heurtent les jeunes pour créer des entreprises familiales constituent un obstacle sérieux à leurs perspectives, compte tenu du peu d'autres opportunités d'emplois productifs dans l'économie.

Les ménages rencontrent de nombreuses difficultés dans leurs activités commerciales, mais la demande limitée du marché ressort comme la plus courante. Les ménages rencontrent un certain nombre de contraintes dans leurs activités commerciales, mais plus des deux tiers d'entre eux considèrent que la demande limitée pour leurs produits et services est le principal obstacle (38% citent le manque de clients et 30% citent la concurrence – les deux faces d'une même pièce de monnaie). En effet, la plupart des entreprises familiales recherchent des clients sur les marchés locaux (73%) et achètent tous leurs produits localement (72%). Les autres défis les plus fréquemment mentionnés sont la faible disponibilité d'intrants, d'équipements et d'emplacement pour les activités (25%), une autre facette de la faiblesse des marchés des produits et des services, suivie d'un accès limité au financement (21%). Les compétences sont rarement mentionnées et l'analyse de la productivité ne montre aucune corrélation entre les revenus générés par les entreprises des ménages et l'éducation formelle, mais montre par contre que les capacités au calcul permettent d'augmenter les revenus de 30%.

Figure 1 Obstacles aux activités des entreprises familiales auto-déclarés

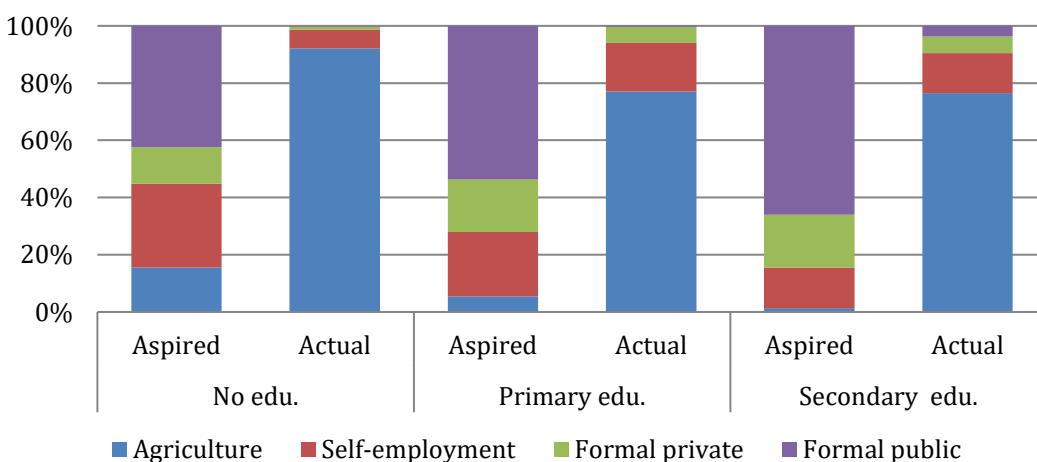


Les MPE opèrent à une échelle similaire aux entreprises familiales et font face à des contraintes similaires. Une enquête auprès de 700 entreprises familiales informelles regroupant un ou deux employés à Niamey, ainsi que l'Enquête sur l'emploi et le secteur informel au Niger en 2012, ont montré que les petites entreprises du pays et les entreprises familiales de la capitale fonctionnaient à petite échelle et étaient confrontées à des contraintes similaires. Ainsi, environ 75% des entreprises familiales de Niamey sont actives dans le commerce et les services (18% dans le secteur manufacturier); très peu (5%) ont investi pour se développer au cours des cinq années précédentes et la très grande majorité d'entre elles sont financées par leur propre épargne ou par leur famille (97%). Le recrutement des travailleurs se fait principalement par le biais de relations personnelles (73%) - une constatation qui montre à quel point il est difficile pour les jeunes Nigériens d'accéder à un emploi en dehors des activités de leurs propres familles dans le secteur des entreprises informelles urbaines.

3. *La plupart des jeunes Nigériens aspirent à des emplois plus productifs en dehors de l'agriculture - mais ceci est en contradiction avec la réalité des opportunités d'emploi*

Les aspirations des jeunes Nigériens en matière d'emploi vont à l'encontre de la réalité des structures de l'emploi. Plus de 90% des jeunes aspirent à travailler en dehors du secteur agricole, et en particulier, en dehors de l'agriculture de subsistance (par opposition à une agriculture plus intensive orientée vers le marché). Au moins la moitié des jeunes non scolarisés souhaitent un emploi dans le secteur formel. L'objectif général qui consiste à modifier leurs perspectives d'emploi se traduit également par des plans de changement à moyen terme. Ainsi, la plupart des jeunes Nigériens déclarent qu'ils souhaiteraient trouver un autre emploi ou reprendre leurs études sur une période de cinq ans ; beaucoup moins aspirent à continuer leur travail actuel ou à développer leur activité. Dans le même temps, la quasi-totalité des jeunes Nigériens vivent dans l'agriculture ou dans l'emploi indépendant occasionnel, et les chances de ne pas quitter le travail agricole restent élevées pour les Nigériens dont le père est agriculteur – d'un sur douze pour les femmes et de un sur neuf pour les hommes.

Figure 2 Aspiration et activités actuelles des jeunes par niveau d'éducation



5- UN APERÇU DU SOUTIEN A L'EMPLOI AU NIGER

L'évaluation suivante est basée sur l'examen de la documentation disponible concernant 50 projets liés à l'emploi au Niger au cours de la dernière décennie. Tous les projets concernés n'ont pas pour seul objectif de s'attaquer à la question de l'emploi. Toutefois, compte tenu de ce qu'implique un emploi dans le contexte du Niger, les projets ont été sélectionnés parce qu'ils visent chacun à apporter un soutien réel à l'emploi. De même, seuls 15 des projets décrits ci-après ont pour groupe cible les jeunes. Cependant, aucun projet n'est conçu de manière à exclure de toute évidence les jeunes bénéficiaires et un nombre important d'entre eux se fixent des objectifs spécifiques en matière d'inclusion de jeunes bénéficiaires ou ne rendent pas compte des résultats obtenus par ces derniers. Près de la moitié des projets pris en compte dans la revue ont été achevés (45%), le reste étant en cours (39%) ou prévu (16%). En moyenne, les projets ont une durée de quatre ans, bien que dans de nombreux cas, les projets du portefeuille sont une continuité et cherchent à approfondir ou à étendre l'appui et la couverture. Par exemple, les trois projets phares du FIDA, PUSADER, Ruwanmu et ProDaf, sont le prolongement d'un autre projet, tout comme le Programme d'Action Communautaire phases 2 et 3 de la Banque Mondiale. Ainsi, certains des projets inclus dans l'examen reflètent des efforts de longue date en matière de soutien à l'emploi.

Nombre de projets: 50

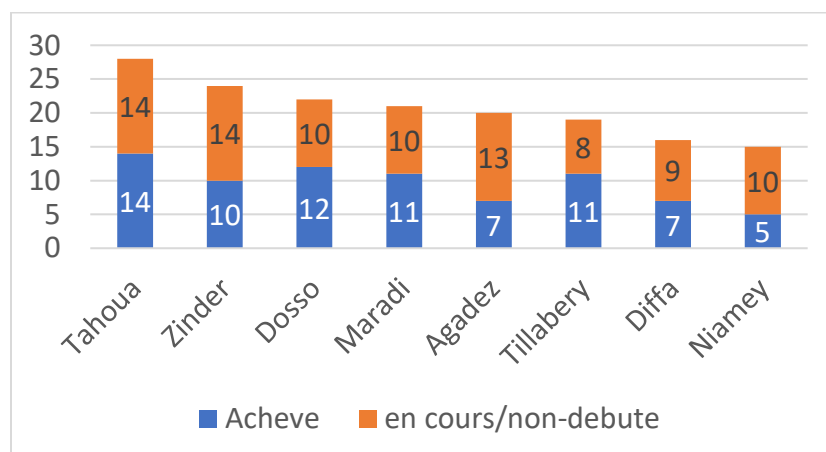
Projets dédiés aux jeunes: 15

Projets qui ont une cible spécifique pour les jeunes : 4

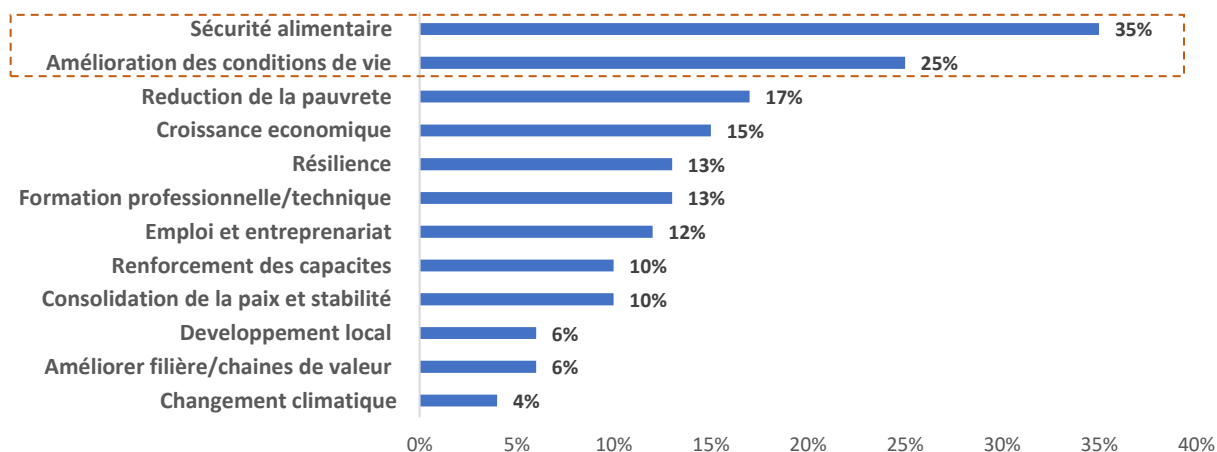
Durée moyenne des projets : 4 ans

Projets achevés : 45%

Les projets du portefeuille fournissent un soutien à l'emploi dans toutes les régions du Niger, bien que le soutien à l'emploi ne cible pas spécifiquement les régions en difficulté de Diffa et de Tillabéry. Un nombre raisonnable de projets ont été réalisés et sont actifs dans chacune des huit régions du Niger. Il convient toutefois de noter que parmi les projets en cours et prévus, il y a un peu moins de projets dans les régions de Tillabéry et de Diffa, malgré les besoins de ces régions dus aux déplacements de populations et à la propagation du conflit. Il convient de rappeler qu'il s'agit du schéma régional des projets d'emploi uniquement ; il pourrait y avoir beaucoup plus de projets de développement ciblant ces régions, par exemple, axés sur d'autres besoins tels que l'assistance humanitaire et la consolidation de la paix. Il y a également moins de projets à Niamey, probablement en raison de l'accent mis sur de nombreux projets sur les emplois dans l'agriculture. Malheureusement, une analyse des dépenses par région n'est pas possible avec la documentation disponible ; cela pourrait aider à donner une image plus exacte des investissements réels réalisés.

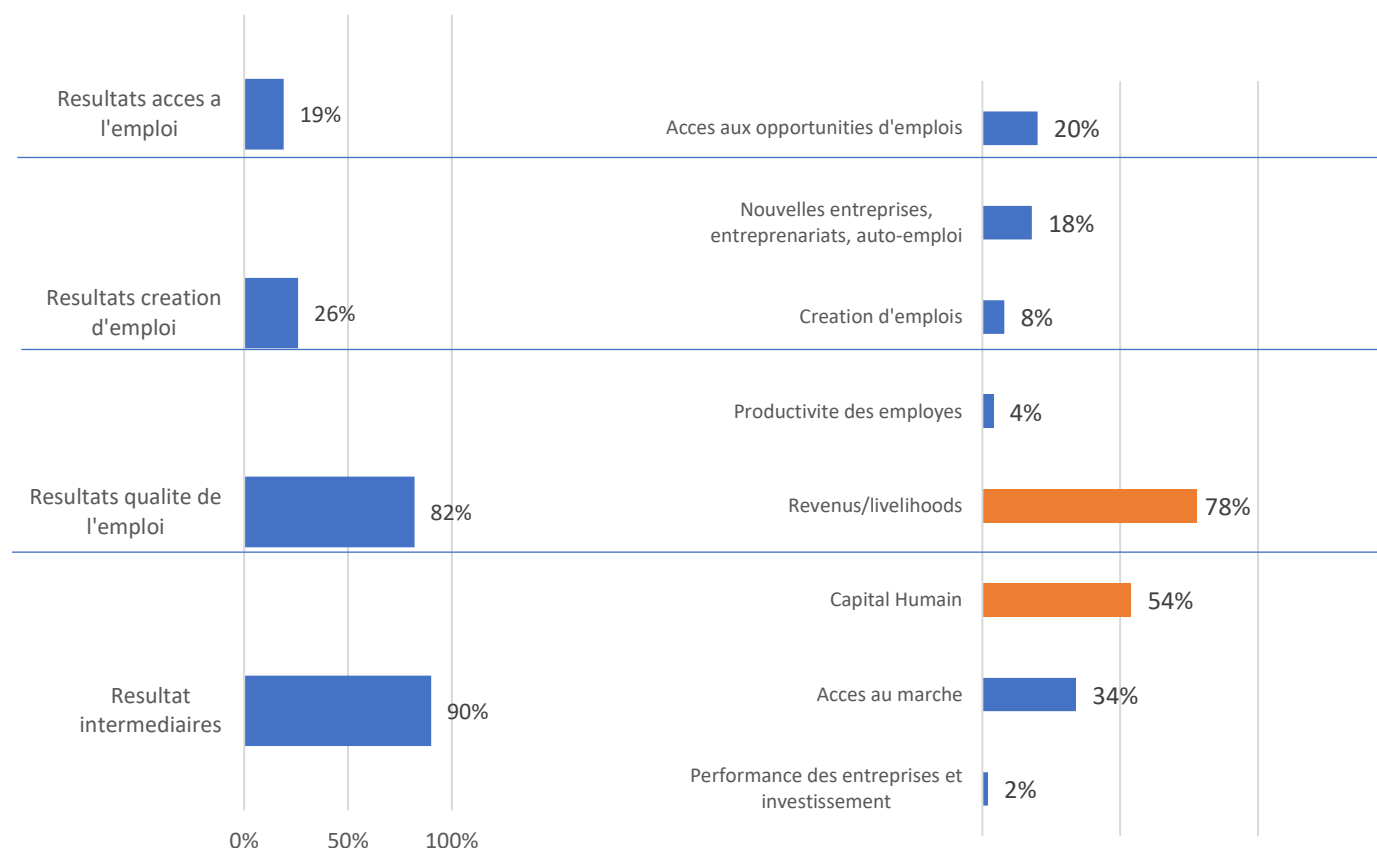
Figure 3 Distribution des projets achevés et en cours par région

Au Niger, la plupart des projets liés à l'emploi définissent leurs objectifs globaux comme étant la réduction de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire, plutôt que de considérer les résultats en matière d'emploi comme une fin en soi. Selon leurs objectifs de développement déclarés, les projets ciblent le plus souvent la sécurité alimentaire (35%), une amélioration des moyens de subsistance (25%) ou la réduction de la pauvreté (17%). En effet, peu de projets visent directement la « création d'emplois » (12%) ou d'autres résultats liés à la productivité comme objectif principal. Ces objectifs sont conformes à la réalité de la pauvreté généralisée et de la petite agriculture, ainsi qu'aux priorités générales du gouvernement qui visent à renforcer l'autosuffisance face à la faim et la résilience à la sécheresse. Il vaut néanmoins la peine de noter que les actions qui soutiennent l'emploi sont souvent perçues comme une question d'amélioration du bien-être du ménage plutôt que l'amélioration des conditions économiques des jeunes.

Figure 4 Distribution des projets par type d'objectifs

Parmi les différentes manières d'améliorer les emplois, la plupart des projets se concentrent sur l'augmentation des revenus ou l'amélioration du capital humain. Basé sur une analyse des descriptions des projets et de leurs objectifs de haut niveau, peu de projets (8%) tentent explicitement de créer des emplois. Il est beaucoup plus courant que les projets visent à améliorer la qualité des emplois en augmentant les revenus (78%) ou à créer de meilleures opportunités d'emplois en améliorant les compétences (54%) ou l'accès au marché (34%). Cette constatation est peut-être moins surprenante qu'elle n'apparaît à première vue : au Niger, la différence entre « créer un emploi » et « générer des revenus » reste floue. Par exemple, les projets qui soutiennent et financent la création d'une nouvelle activité génératrice de revenus à temps partiel dans laquelle les ménages transforment un produit agricole et le vendent sur le marché feraient très probablement valoir qu'ils ont augmenté les revenus, ou qu'ils ont amélioré l'accès au marché. Cependant, dans la mesure où nous considérons la « création d'emplois » comme « des tâches plus productives pour les travailleurs qu'ils ne pouvaient pas mener auparavant », de tels projets pourraient également faire valoir de manière plausible qu'ils ont modifié l'ensemble des activités disponibles et, par conséquent, ajouté de nouvelles activités pour ces ménages et dans ce sens au créé un nouvel emploi pour ce ménage. A l'inverse, comme nous le verrons plus loin, les projets peuvent prétendre avoir « créé un emploi » quand ils ont créé une opportunité de travail temporaire que l'on pourrait plutôt qualifier de « soutien à la création de revenus ». Il est toutefois remarquable que les compétences (« capital humain ») constituent de loin le résultat intermédiaire le plus important considéré. Étant donné que les entreprises familiales se plaignent principalement de leur manque d'accès aux marchés, il n'est pas évident que les compétences soient le bon sujet à traiter.

Figure 5 Distribution des projets par type de support d'emploi



6- COMBIEN A ETE INVESTI DANS LE SOUTIEN A L'EMPLOI ET COMBIEN DE NIGERIENS EN ONT BENEFICIE ?

Étant donné le taux de pauvreté très élevé et le désir des jeunes d'obtenir de meilleures perspectives, il est important de se demander si les projets d'emplois ont apporté un soutien à la hauteur des besoins. Même si les jeunes nigériens expriment le désir de voir des perspectives économiques différentes de celles de leurs parents, la pauvreté et l'insécurité alimentaire demeurent généralisées au Niger. Le fossé entre la réalité de la vie économique des jeunes et leurs aspirations reste donc très large. Pour améliorer les perspectives d'emploi des jeunes Nigériens, il est essentiel que les activités visant à améliorer la productivité et à apporter des changements qualitatifs aux activités liées à l'emploi fonctionnent à grande échelle. Dans la section suivante, nous nous demanderons si les projets d'appui ont fonctionné à une échelle largement adaptée aux besoins. Pour le contexte, il est important de garder à l'esprit que les projets de soutien de l'emploi examinés ici ne sont qu'un aspect du soutien de l'emploi ; la politique macro-budgétaire et la politique des fondamentaux économiques jouent également un rôle décisif dans la réalisation du soutien à l'emploi à grande échelle, mais ne font pas partie de nos priorités.

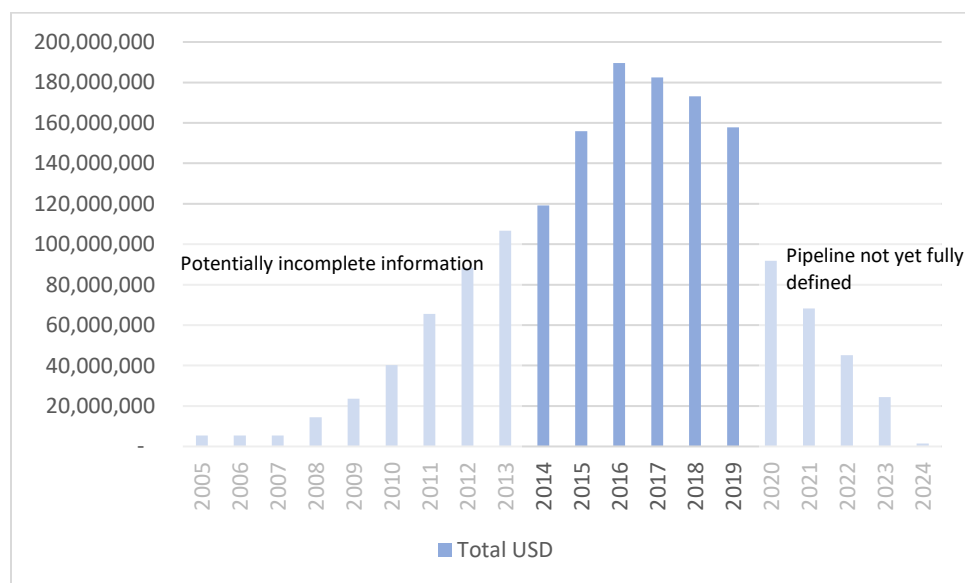
6.1 Investissement dans le soutien à l'emploi

Les projets inclus dans l'examen ont investi au total 1,6 milliard USD dans le soutien à l'emploi au cours des années 2007 à 2024. L'estimation de l'investissement global est probablement prudente, en raison de données budgétaires manquantes pour certains projets, car nous n'avons peut-être pas capturé tous

les projets pertinents au cours des premières années et parce que d'autres projets seront ajoutés d'ici 2024. Un peu plus de la moitié de l'investissement total (53%) est sous la forme de dons, alors que le reste est constitué de prêts concessionnels (généralement, à conditions très favorables). Les projets achevés représentent 26% de ce budget (425 millions USD), bien que ce chiffre soit nettement inférieur à ce qui a déjà été dépensé, étant donné que la répartition des dépenses pour les projets en cours est limitée.

Au moins 170 millions USD ont été dépensés chaque année au cours des trois dernières années, une augmentation par rapport aux investissements antérieurs et équivalent à 14% de l'APD totale au Niger chaque année. Nous évaluons les tendances des dépenses en supposant que les projets dépensent une part égale de leur budget chaque année pendant qu'ils sont actifs (ce qui est bien sûr inexact - les projets augmentent généralement les dépenses et, dans une moindre mesure, les éliminent progressivement). Nous sommes moins confiants en ce qui concerne les dépenses au cours des premières années de la période d'étude et nous pensons qu'une partie de l'augmentation apparente des dépenses présentée à la Figure 6 pourrait être une fabrication du fait des données manquantes. Cependant, il semble clair que les dépenses en emplois ont considérablement augmenté dans les années 2010, à la suite des sécheresses de 2010 et 2012. Au cours des trois dernières années depuis 2016, nous estimons que les dépenses ont été d'au moins 170 millions USD par an. A titre de comparaisons l'aide publique au développement (APD) accordée au Niger en 2017 s'élevait à 1,2 milliard USD, de sorte que les investissements liés à l'emploi représentaient environ 14% du total (OCDE). Les dépenses projetées à partir de 2020 montrent que de nouveaux projets d'emplois sont en vue pour maintenir le niveau actuel d'investissement.

Figure 6 Investissement total des projets par année (USD)



Pas moins de seize partenaires s'emploient à fournir un soutien à l'emploi au Niger sous l'égide du gouvernement, avec la Banque mondiale, le FIDA et l'Union Européenne qui fournissent la majeure partie des investissements. Sur la base de l'échantillon de projets que nous avons composé, six organisations représentent 75% des projets fournissant un soutien à l'emploi et 84% du total des investissements. La plus grande part (72%) des investissements provient de la Banque mondiale (600 millions USD), du FIDA (300 millions USD) et de l'Union Européenne (265 millions USD).

Bien que certains partenaires soient favorables aux projets à grande échelle, le projet type pour les emplois est de petite taille et dispose d'un budget médian de 19 millions USD, ce qui soulève la question de savoir si le portefeuille pourrait tirer parti de la consolidation. La BAD, le FIDA, le PAM et la Banque mondiale gèrent des projets relativement importants liés à l'emploi, avec un budget moyen supérieur à 50 millions USD. Cependant, le reste des projets examinés est relativement petit, malgré le fait que les plus petits projets (avec un budget inférieur à 1 million USD) ont été exclus de notre revue. Ainsi, le budget moyen est de 19 millions USD, et un tiers d'entre eux (36%) ne dépasse pas 15 millions USD. Des projets plus petits peuvent permettre une plus grande expérimentation. Cependant, après avoir examiné la description et l'élaboration des projets, nous avons eu l'impression que nombre de ces projets ne sont pas particulièrement novateurs dans leur élaboration. Sur la base d'une analyse approfondie des activités d'un échantillon de projets, les activités agricoles traditionnelles sont prioritaires car la plupart des projets travaillent dans l'amélioration de la productivité de l'agriculture pluviale, l'amélioration des systèmes d'irrigation, la fourniture de semences et d'engrais de meilleure qualité. Les produits de l'agriculture sont également très traditionnels (oignon, sorgho, mil, etc.) Cela soulève d'importantes questions de fragmentation et d'efficacité pour la supervision et l'apprentissage.

Figure 7 Budget total et moyen par partenaire

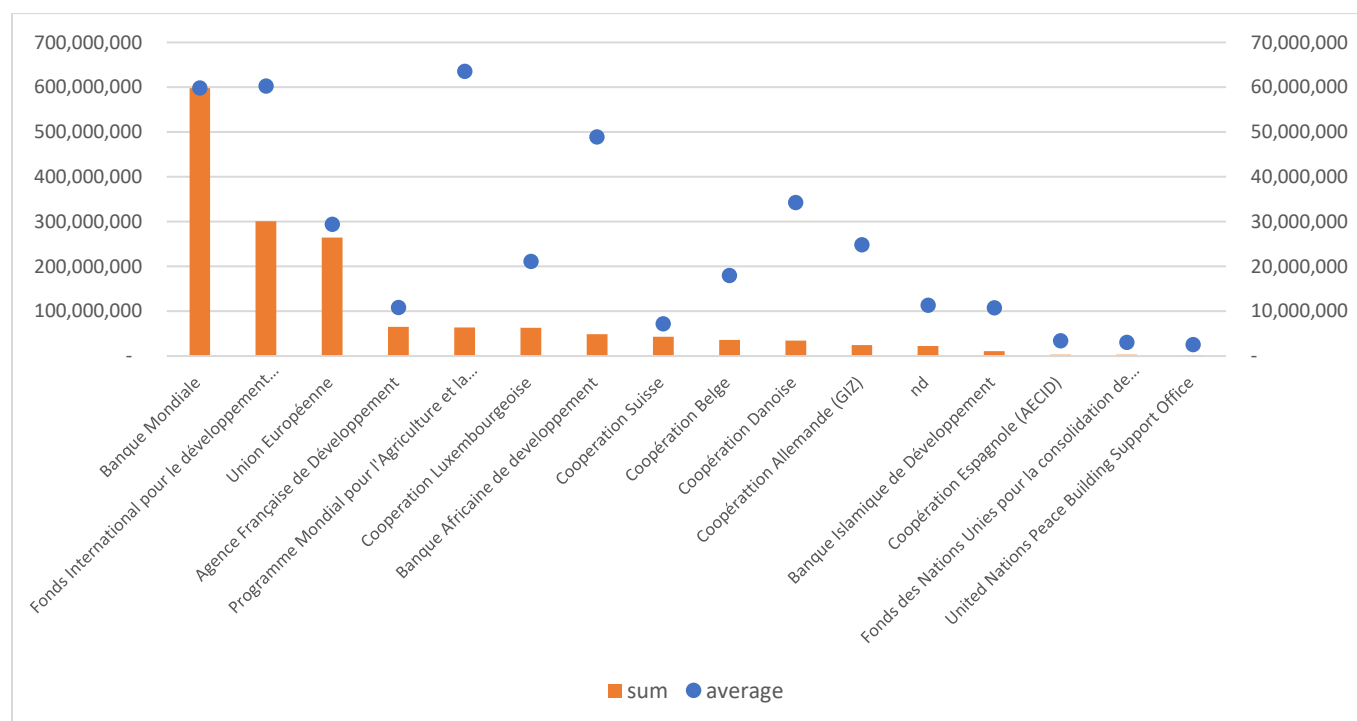
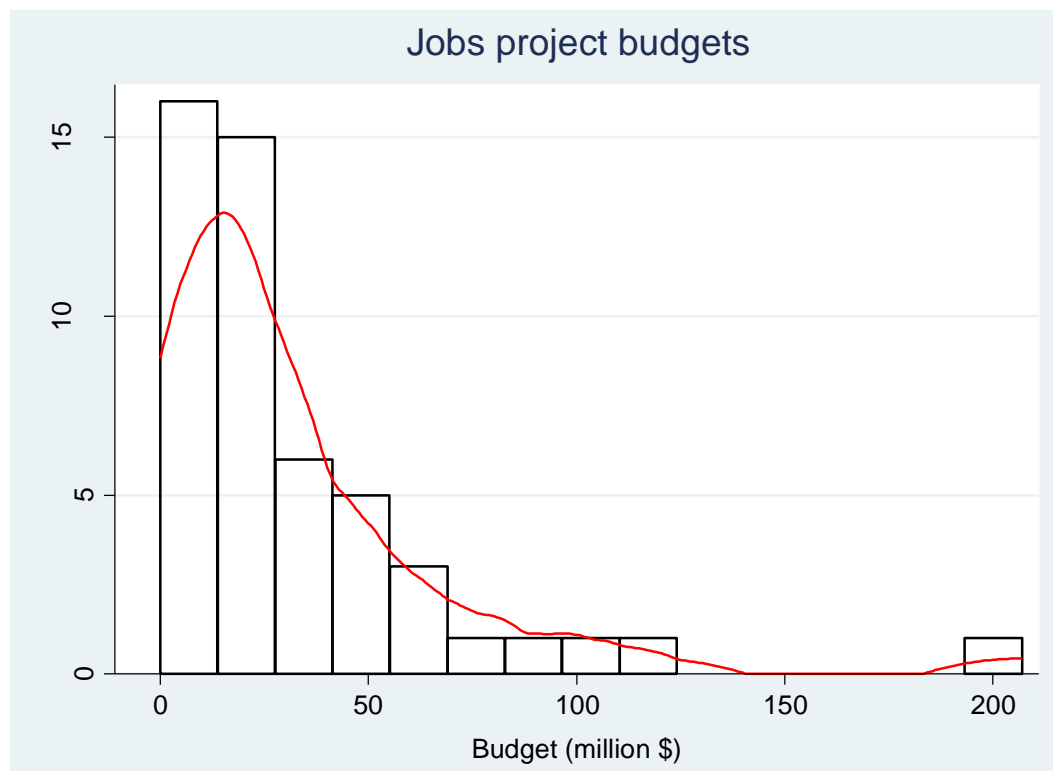


Figure 8 Distribution des projets par budget



6.2 Nombre de bénéficiaires

Les projets examinés ont touché à ce jour près de 11 millions de bénéficiaires Nigériens. Au moment de la rédaction du présent document, les projets signalent avoir pris en charge 11 millions de bénéficiaires, dont 2,6 millions de bénéficiaires² primaires qui bénéficient directement de soutien à l'emploi d'une forme ou d'une autre mis à leur disposition individuellement. Les 8,4 millions restants sont des bénéficiaires secondaires qui bénéficient soit en tant que membres du ménage d'un bénéficiaire principal, soit en tant que membres de communautés³ ayant accès à des infrastructures nouvellement construites telles que des routes, des systèmes d'irrigation, des installations de stockage, et donc, espérons-le, d'une augmentation de revenus, etc. Le nombre de bénéficiaires soutenus à ce jour représente 74% des 3,5 millions de bénéficiaires principaux et 91% des 12 millions de bénéficiaires totaux que les projets se sont fixés comme objectif à atteindre d'ici 2024. Dans le même temps, moins de la moitié des projets analysés ont été achevés. Il va donc de soi que de nombreux projets peuvent s'attendre à apporter un soutien à davantage de bénéficiaires que prévu initialement. Parce que les données sur le nombre de bénéficiaires manquent pour 13 des 45 projets achevés et en cours, le vrai nombre de bénéficiaires est probablement plus grand⁴. Il est important de noter qu'il n'y a aucun moyen pour nous de savoir si les ménages et les individus ont participé à plusieurs projets, et donc d'éviter le double comptage. Le nombre total de bénéficiaires ne peut donc pas être interprété comme « le nombre de Nigériens qui ont déjà bénéficié

² Dans l'hypothèse qu'une personne de chaque ménage ciblé est un bénéficiaire primaire.

³ Les données sur les bénéficiaires sont manquantes pour 17 projets.

⁴ Les projets sans données sur les bénéficiaires valent 12% du budget de tous les projets achevés ou en cours. Si le coût moyen par bénéficiaire est le même pour ces projets que ceux pour lesquels on a des données on peut déduire que les projets auraient atteints 1.4 million de bénéficiaires additionnels ; si on suppose que le coût par type de projets est le même donc on peut déduire que les projets auraient atteints 1.6 million de bénéficiaires additionnels.

d'un soutien à l'emploi ». Cependant, une façon d'envisager la répétition du ciblage potentiel consiste à considérer que ceux qui ont participé à plus d'un projet ont reçu un soutien plus significatif en matière d'emplois.

Les projets de soutien à l'emploi ont pour objectif que les femmes représentent un tiers des bénéficiaires, et légèrement dépassent ce taux. Il est étonnant qu'un nombre important de projets ne définissent pas de cibles claires pour l'inclusion des femmes. Cependant, tous les grands projets ont articulé des cibles : ils prévoient que sur un total de 13,2 millions de bénéficiaires attendus, 4,4 millions (33%) devraient être des femmes. En réalité, les projets ont des résultats modérément meilleurs et indiquent que les femmes représentent environ 39% des 11 millions de bénéficiaires déjà atteints. Comme nous l'avons remarqué ci-dessus, il existe très peu de données qui permettraient d'analyser le soutien à l'emploi et les résultats par genre.

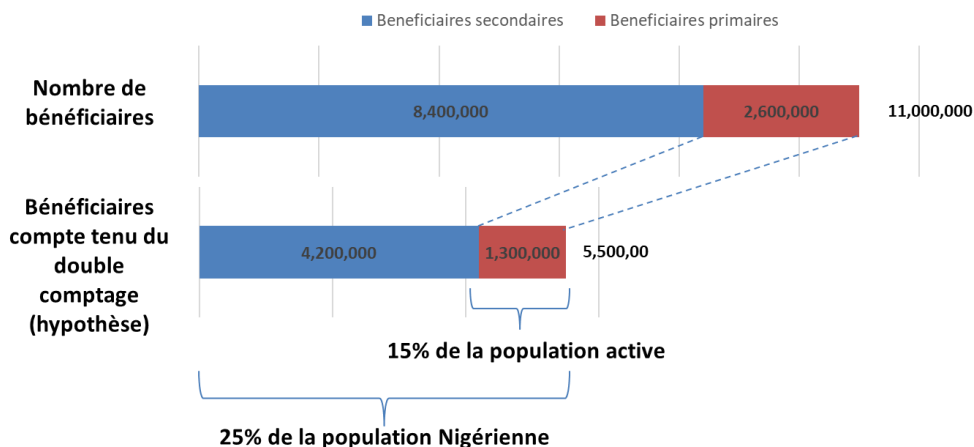
Les projets qui ont défini des objectifs spécifiques pour l'intégration des jeunes visent à toucher près d'un million de jeunes bénéficiaires, et 1,9 million de plus de jeunes Nigériens pourraient bénéficier d'autres projets. Les 15 projets consacrés uniquement aux emplois pour les jeunes sont de petite taille ; et ensemble, ils visent à bénéficier à 226 985 jeunes Nigériens. En outre, quatre grands projets ont défini des objectifs spécifiques en matière d'inclusion des jeunes et devraient toucher 744 000 jeunes Nigériens, soit 22% du nombre total de bénéficiaires escomptés. Les jeunes sont également susceptibles de faire partie des bénéficiaires de projets n'ayant pas d'objectifs spécifiques en matière de soutien à la jeunesse. Premièrement, de nombreux projets qui ne spécifient pas d'objectifs précis pour l'inclusion des jeunes ont néanmoins pris l'engagement d'inclure les jeunes. En fait, l'inclusion des jeunes dans les projets d'emploi au Niger est devenue un objectif de ciblage tout comme la participation des femmes, et est souvent mentionnée dans le contexte de « plus d'attention aux groupes vulnérables ». Deuxièmement, les jeunes en bénéficient en tant que membres de ménages et de communautés. En supposant que les projets qui ne définissent pas d'objectifs explicites pour l'inclusion des jeunes aient une proportion de jeunes bénéficiaires identique à celle des projets qui intègrent l'inclusion des jeunes comme objectif, 1,9 million de jeunes supplémentaires (soit 22% du total des 8,4 millions de bénéficiaires) pourraient bénéficier d'un soutien à l'emploi. Nous disposons de peu d'informations pour évaluer le nombre de jeunes Nigériens susceptibles d'avoir été les bénéficiaires primaires du soutien de l'emploi. Il est certain que tous les bénéficiaires des projets dédiés aux jeunes ont reçu un soutien direct. En supposant que la part des jeunes entre les bénéficiaires primaires dans d'autres projets est la même pour tous les projets (22%), on pourrait alors conclure qu'environ 750,554⁵ jeunes Nigériens ont reçu un tel soutien. Mais il est probable que cette approche soit trop optimiste puisqu'elle ne prend pas en compte la propension de cibler les chefs de ménages.

Les comparaisons faites à la hâte suggèrent qu'un nombre important de Nigériens ont bénéficié d'un soutien à l'emploi. Quelle est l'importance du nombre total de bénéficiaires ? En termes de proportion, nous pouvons comparer à la population, la main d'œuvre et le nombre de participants. À titre d'illustration, supposons prudemment qu'en raison du double comptage, il n'y a que 5,5 millions de bénéficiaires individuels sur un total déclaré de 11 millions. Ensuite, étant donné que la population nigérienne était de 21,5 millions d'habitants en 2017, nous pourrions conclure qu'environ un Nigérien sur quatre (26%) a directement ou indirectement bénéficié d'une forme de soutien à l'emploi. C'est un niveau de soutien clairement important ; la question est de savoir quelle est l'importance du soutien. Selon la

⁵ C'est-à-dire, 226,985 bénéficiaires des projets dédiés aux jeunes et 22% des bénéficiaires primaires de tous les autres projets ; 523,569 jeunes

même hypothèse de double comptage, 1,3 million de bénéficiaires primaires aujourd'hui représentent 15% de la population active. Ce niveau de couverture est considérable.

Figure 9 Estimation du double-comptage et nombre des bénéficiaires relativement à la population Nigérienne



Avec un nombre exceptionnellement élevé d'entrant sur le marché du travail, il est moins clair si les projets ont eu un impact réel en termes de soutien à l'emploi des jeunes. Pour bien comprendre l'ampleur du soutien à la jeunesse, il convient de rappeler qu'étant donné le taux élevé de la croissance démographique au Niger (3.8%), 500 000 jeunes rejoignent le marché de travail chaque année (WDI). Pour mieux concevoir comment le soutien à l'emploi fait écho à cette forte dynamique on suppose qu'une part égale des 2,9 millions de jeunes bénéficiaires sont touchés chaque année sur 10 ans (étant donné l'augmentation des dépenses pour le soutien de l'emploi durant les dernières années, il est probable que cela soit inférieur au nombre actuel de bénéficiaires). En retenant l'hypothèse conservatrice sur le double comptage, nous pourrions conclure que 145 000 jeunes Nigériens, soit 29% des 500 000 personnes entrant sur le marché du travail chaque année, ont reçu une forme de soutien chaque année en tant que bénéficiaire primaire ou secondaire. Cependant, la situation est moins positive si l'on prend en compte la part des bénéficiaires *primaires*. Selon les hypothèses précitées, à peine 7.5% des participants auraient reçu un tel soutien individuel.

Figure 10 Estimation du nombre de jeunes bénéficiaires (primaires ou secondaires) atteints relativement aux jeunes qui entrent au marché du travail chaque année

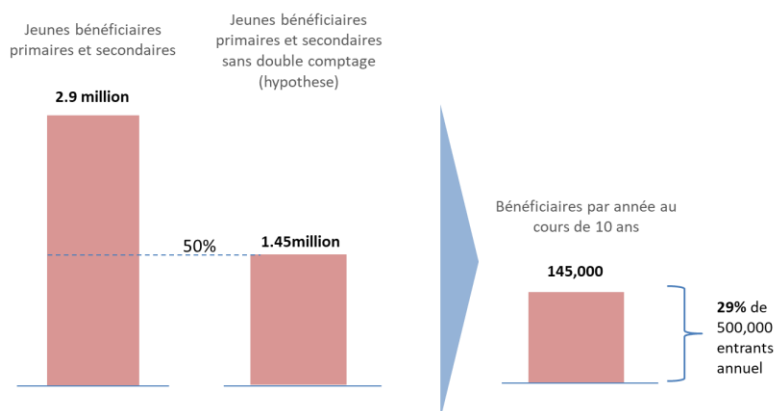
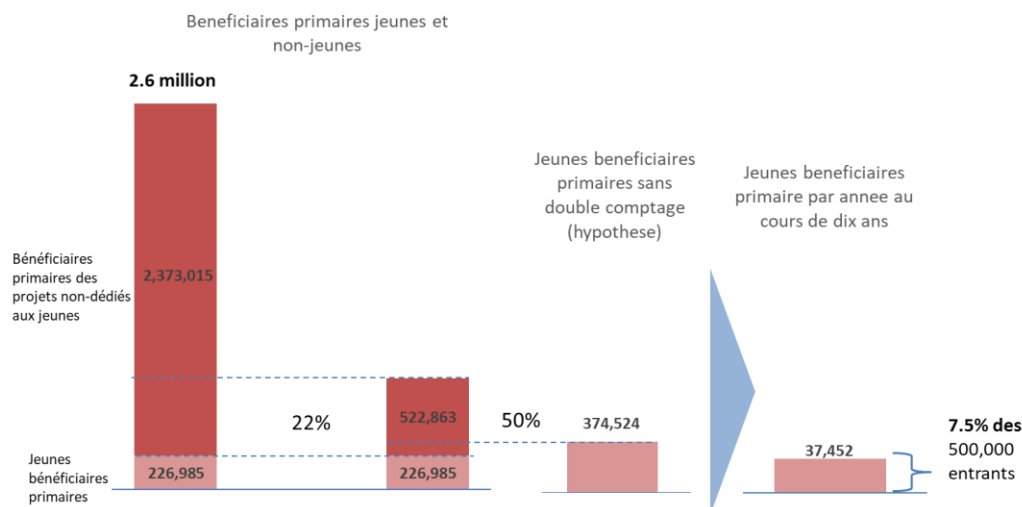


Figure 11 Estimation du nombre de jeunes bénéficiaires primaires atteints relativement aux jeunes qui entrent au marché du travail chaque année



Le fait qu'il existe une proportion modeste de jeunes bénéficiaires est une conséquence naturelle du ciblage de l'aide dans l'objectif de réduction maximale de la pauvreté. La part des participants qui reçoivent un soutien individuel est faible. Mais cela tient à la fois au fait de l'importance des cohortes de jeunes au Niger et au degré infime d'éléments à destination des jeunes dans ces projets. Par exemple, si on suppose un coût modeste par bénéficiaires primaires de \$1,000 (voir section X), et avec un ciblage parfait on peut soutenir un entrant sur dix ; cela coûterait donc \$50 million chaque année. Si on soutient un entrant sur quatre cela coûtera \$125 million- à peu près 30% et 74% du soutien annuel actuel à l'emploi. À l'inverse, bien que nous ayons constaté que les projets ne se fixent que l'objectif de faire en sorte que 22% de leurs bénéficiaires soient des jeunes, la part projetée des jeunes sous l'âge de 25 ans est de 34% de la main d'œuvre en 2018, est celle des jeunes âgés moins de 35 ans est de 59% (UNFPA 2018, Banque Mondiale 2017). En réalité, les projets peuvent inclure une plus grande proportion de jeunes. Mais il convient de noter que les objectifs modestes qu'ils se sont fixés sont le résultat naturel du

ciblage de l'appui dans l'objectif de réduction maximale de la pauvreté. Les actions optimales pour soutenir les emplois ont peu de chances d'être les mêmes si l'objectif est de réduire le plus possible la pauvreté et de fournir de meilleures perspectives aux jeunes. La question de savoir quel est le bon équilibre entre les actions qui réduisent la pauvreté ou celles qui soutiennent les jeunes ne peut être résolue par la seule analyse, elle est véritablement politique. Dans ce qui suit, nous cherchons à montrer comment les projets actuels de soutien à l'emploi répondent à ces importantes priorités et quelles peuvent être les alternatives, compte tenu des résultats observés et des enseignements tirés de l'expérience internationale.

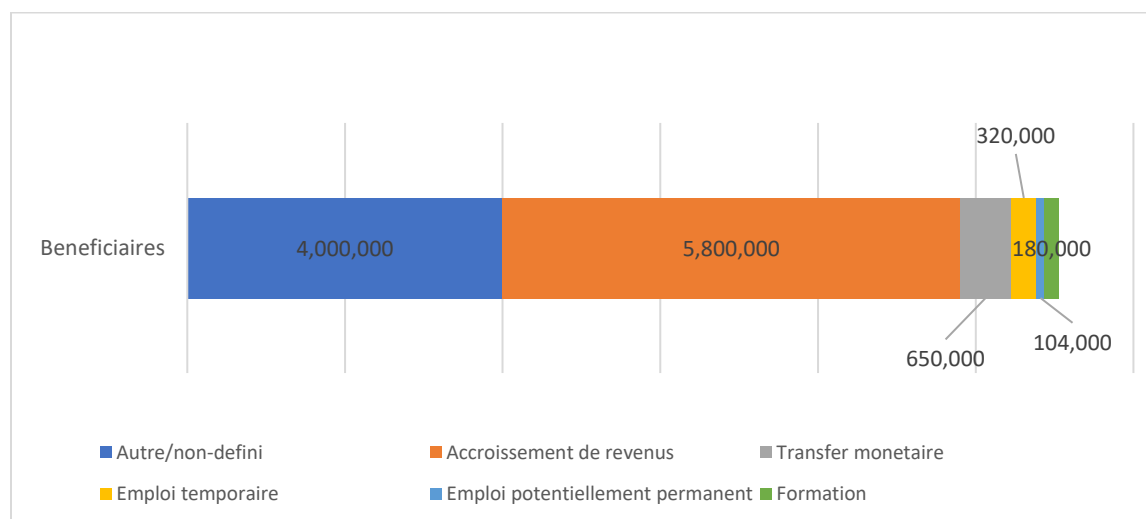
7- QUELLE DIFFERENCE LE SOUTIEN A L'EMPLOI A-T-IL APORTE AUX BENEFICIAIRES ?

Pour comprendre si le soutien à l'emploi a eu un impact significatif sur les bénéficiaires, nous examinons les impacts rapportés en termes de création d'emplois, d'augmentation des revenus et du nombre de personnes formées. Pour évaluer si les projets ont généré des avantages réels, nous considérons trois indicateurs qui sont généralement suivis par les projets et qui peuvent éclairer les résultats réels en matière d'emploi. Ce sont : la création d'emplois, l'augmentation des revenus et la formation. Comme indiqué ci-dessus, la distinction entre l'augmentation des revenus et la création d'emplois ou d'entreprises n'est pas assez claire dans une économie comme celle du Niger, où la plupart des travailleurs exercent plusieurs activités génératrices de revenus.

Les données de résultats ne sont pas disponibles pour tous les projets et tous les types d'impacts et doivent être interprétées avec prudence. Il est crucial de noter certaines mises en garde dans l'interprétation des résultats rapportés. Premièrement, seul 26 projets entre 45 projets achevés ou en cours présentent des résultats. Malgré le fait que des données sur les résultats sont disponibles pour les plus grands projets dans le portefeuille qui valent en total \$461 million, il est néanmoins raisonnable de conclure qu'il est probable qu'on sous-estime les résultats en termes d'emploi. Deuxièmement, presque tous les projets ne rendent compte que des résultats en termes de comparaison avant-après pour les bénéficiaires. Très peu essaient de faire la comparaison avec un groupe témoin. Troisièmement, les projets rendent compte presque toujours des résultats juste après la fin de leurs activités ; il n'est donc pas possible d'en évaluer la durabilité. Enfin, nous avons également tenté de prendre en compte les impacts sur la création et l'investissement des entreprises, mais compte tenu du manque de données nous avons dû abandonner cette analyse. (Ainsi, l'ensemble des indicateurs suivis par les projets sont alignés sur les objectifs qu'ils se sont fixés - à savoir principalement générer des revenus et fournir une formation, et dans une moindre mesure, créer des emplois - en mettant beaucoup moins l'accent sur les nouvelles entreprises et les investissements).

De loin, la plus grande partie des bénéficiaires ont reçu une aide pour augmenter les revenus générés par leur travail, suivis par des opportunités de formation et de travail à court terme. Sur les 11 millions de bénéficiaires primaires et secondaires jusqu'à présent, nous savons précisément quel type de soutien à l'emploi environ 7 millions de bénéficiaires ont reçu. Pour les 37% restants de bénéficiaires, la documentation de projet disponible ne nous permet pas d'examiner le type de soutien fourni de manière plus détaillée. Grâce à ces projets que nous sommes en mesure d'analyser plus en profondeur, 830 000 ménages (soit 5,8 millions d'individus, représentant 83% des bénéficiaires) ont bénéficié de mesures d'augmentation de leurs revenus d'au moins 30%. De plus, 94 000 ménages (soit 650 000 personnes, ou 9%) ont reçu des transferts monétaires mensuels pour soutenir leurs revenus. Enfin, 180 000 Nigériens (7%) ont reçu une formation, 320 000 ont bénéficié d'un emploi temporaire et 104 000 d'un emploi potentiellement permanent.

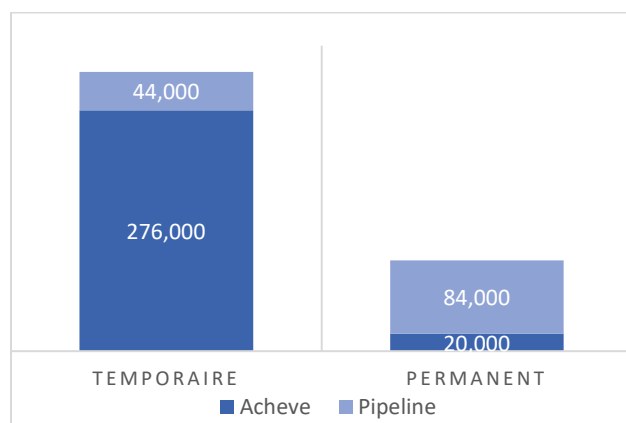
Figure 12 Distribution des bénéficiaires atteints par type de bénéfice



7.1 Nouveaux emplois ou nouvelles activités d'emploi

Au moins 276 000 emplois temporaires et 20 000 emplois permanents ont été créés depuis 2011, avec 44 000 emplois temporaires et 84 000 emplois permanents à créer au cours des prochaines années. Les données disponibles montrent que les projets examinés ont créé ou ont l'intention de créer un total d'environ 320 000 opportunités d'emplois temporaires, ainsi que 104 000 emplois permanents. Les jeunes représentent au moins 20% (88 000) des bénéficiaires visés (principalement dans le cadre de projets qui ne sont pas encore achevés)⁶. Il est presque certain que ces chiffres sous-estiment les résultats réels obtenus: (1) seuls 22 projets ont fourni des évaluations ou des objectifs nécessaires pour nous permettre d'évaluer leur performance ou leur niveau d'ambition; (2) de nombreux projets impliquant des travaux publics à haute intensité de main-d'œuvre ne surveillent pas, et ne signalent les opportunités temporaires créées; (3) les projets ne tiennent pas compte des emplois indirects créés, par exemple lors de l'achat d'intrants pour des travaux publics, ni des emplois induits créés par l'injection d'argent dans une économie. Nous notons également que certains projets qui financent des activités génératrices de revenus ne surveillent que les revenus générés et ne considèrent pas les nouvelles activités comme les nouveaux emplois.

⁶ La proportion de jeunes est probablement sous-estimée, car certains projets incluent des jeunes parmi leurs bénéficiaires, mais ne suivent pas spécifiquement les résultats pour les jeunes. Les données sont insuffisantes pour imputer le nombre de jeunes bénéficiaires de nouvelles opportunités d'emploi de la manière décrite ci-dessus pour le nombre total de bénéficiaires.

Figure 13 Emplois temporaires et permanent déjà crée et en cours

Depuis 2011, le portefeuille de projets a fourni des opportunités d'emploi temporaire à travers un soutien au revenu à environ 35 000 bénéficiaires par an en moyenne. Les projets examinés ont créé depuis 2011 au moins 276 000 emplois temporaires et 44 000 autres sont en attente. Les emplois temporaires sont des contrats « travail contre salaire » ou des travaux publics à haute intensité de main-d'œuvre (HIMO). Ils ont tendance à être de courte durée, la plupart d'entre eux durant entre six semaines et six mois de travail. Lorsque les projets fournissent des emplois HIMO comme activité principale, leur objectif est d'empêcher les ménages de sombrer davantage dans la pauvreté en période d'adversité telle que la sécheresse. Conformément aux attentes, les HIMO offrent typiquement entre 60 et 90 jours de travail pour des salaires qui sont indexés à ceux dans le marché de travail pour les travailleurs non-qualifiés (entre 2 et 4 USD la journée). Avec ces conditions, les bénéficiaires sont capables de gagner entre 120 et 360 USD en participant à des activités HIMO. Étant donné la faible disponibilité d'emploi de qualité, ce soutien aux revenus n'est pas insignifiant : le milieu de cette gamme vaut à peu près la moitié du revenu annuel d'un ménage estimé à 464 USD pour les bénéficiaires du projet PAC 3 de la Banque Mondiale. En plus d'un soutien d'urgence, les projets de développement rural prévoient un nombre important de jours de travail, ce qui constitue un avantage supplémentaire du financement de la construction ou de la réhabilitation des infrastructures. Alors que les opportunités d'emploi temporaires doivent avant tout être considérées comme un soutien à durée déterminée aux revenus et à la consommation, des projets ont montré de manière anecdotique que les gens réinvestissaient l'argent gagné dans l'expansion ou la création de nouvelles activités génératrices de revenus :

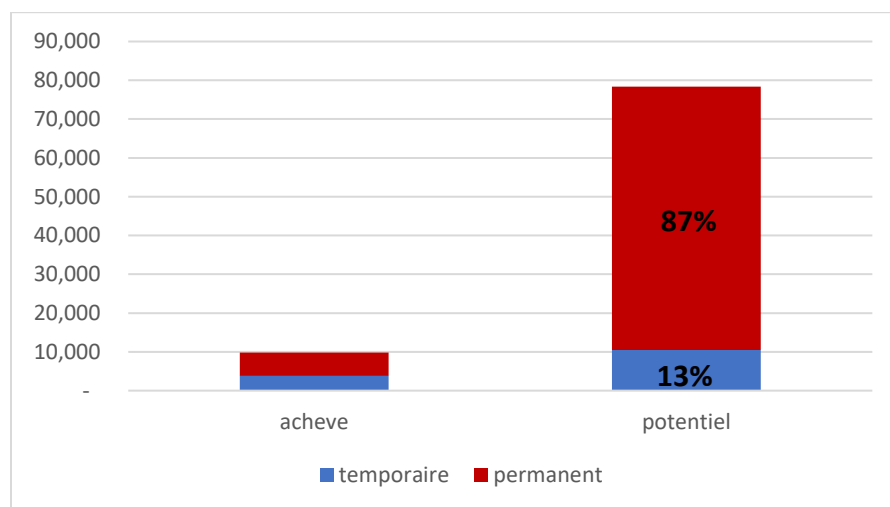
« Les activités HIMO ont permis de distribuer des revenus, souvent substantiels aux couches vulnérables dont une partie a été investie dans des activités génératrices de revenu (petit commerce, embouche de petit ruminant et le développement d'activités existantes). Les femmes particulièrement sont celles qui ont su investir une partie de leurs revenus bien que relativement modestes par rapport aux hommes dans des activités économiques ».

Les nouveaux projets sont de plus en plus axés sur les emplois permanents et le soutien à la jeunesse.

Dans le contexte des projets examinés, le concept d'emploi permanent ne fait en réalité pas référence à un seul emploi principal qui suffirait à assurer une subsistance, ou encore à un emploi salarié. Il s'agit plutôt de nouvelles activités génératrices de revenus indépendantes qui pourraient être maintenues à plus long terme après la fin de l'opération de soutien à l'emploi. Comme nous le verrons plus loin, lorsque

ces activités sont productives, elles peuvent potentiellement modifier de manière significative le bien-être des bénéficiaires, puisqu'un « emploi » pour la plupart des Nigériens est un portefeuille d'activités à faible productivité, saisonnières ou à temps partiel. Les projets achevés étaient fortement axés sur l'emploi temporaire (93%), en particulier en cas de sécheresse et autres urgences. En revanche, les projets en cours et en attente prévoient que les deux tiers (66%) de leurs bénéficiaires recevront une aide pour les emplois permanents, y compris la grande majorité des jeunes bénéficiaires (87%). La plupart de ces emplois devraient découler de deux modalités de soutien. Premièrement, le financement ou les contributions en nature que les projets d'entrepreneuriat fournissent aux jeunes pour développer leurs propres activités génératrices de revenus ; en effet, la moitié des emplois permanents dans les projets que nous avons examinés devrait provenir d'un seul projet, le Projet pour l'emploi des jeunes de la Banque mondiale. Deuxièmement, les apprentissages et les stages proposés (dans une moindre mesure) par les projets de formation aux jeunes bénéficiaires, dans le but de les transformer en emplois permanents.

Figure 14 Création d'emplois des jeunes dans les projets achevés et en cours, par type d'emploi

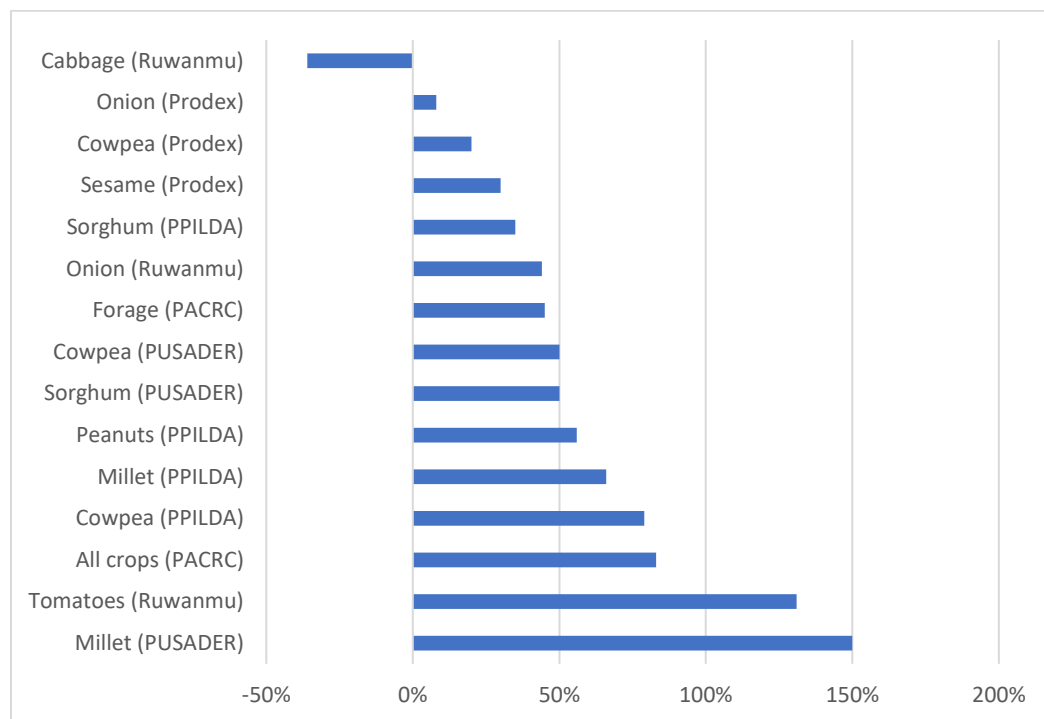


7.2 Augmentation des revenus

Les données recueillies auprès de six projets de développement rural et de chaîne de valeur montrent que les agriculteurs participants ont augmenté de moitié la production des cultures ciblées. La plupart des projets ont été axés sur les cultures de base - mil ou sorgho - ou sur des cultures traditionnelles commercialisables telles que l'oignon et le niébé. Très peu se concentrent sur des produits horticoles moins traditionnels tels que la tomate et le chou, ou sur des produits faisant l'objet d'échanges internationaux tels que les arachides ou le sésame. La figure 12 montre la gamme des résultats pour différents projets et cultures. Il est important de noter que ce sont des comparaisons avant et après le projet pour les bénéficiaires ; l'impact réel du projet (par rapport au statut quo) peut être différent. À l'évidence, les changements sont considérables, allant d'une diminution de la production d'un tiers dans un cas à plus du double dans deux cas. Globalement, les efforts ont permis d'augmenter la production de moitié environ (52% de la moyenne, 48% de la médiane). Pour obtenir des résultats, les projets de développement rural fournissent simultanément plusieurs types d'aide : formation et moyens d'aide à l'adoption de nouvelles technologies (horticulture, irrigation), diffusion de semences améliorées, octroi de subventions de contrepartie ou facilitation de l'accès au financement, investissements dans les infrastructures rurales (voies d'accès, systèmes d'irrigation, gestion des sols) et enfin, renforcement des capacités au profit d'institutions telles que les associations d'agriculteurs et les services de vulgarisation.

Compte tenu de la nature saisonnière des travaux agricoles et de la volatilité des revenus au Niger, l'irrigation est une priorité.

Figure 15 Exemples d'amélioration de la productivité au cours du projets par produit agricole



Les projets notent que l'augmentation de la productivité a généré des revenus d'au moins 50% pour au moins 830 000 ménages. Les projets soutiennent généralement la productivité pour un nombre limité de produits agricoles. Il convient donc de se demander quel type de contribution une augmentation de la production peut apporter au revenu des ménages. Malheureusement, les données sur les revenus ne sont disponibles que pour quatre projets. Même alors les données fournies sont des comparaisons avant et après plutôt que des comparaisons avec des groupes témoins. Bien que ces projets comptent parmi les plus importants du portefeuille, il est donc probable que nous sous-estimons le nombre de ménages ayant enregistré des revenus plus élevés. Les augmentations rapportées sont présentées au tableau 1. Sur la base des résultats enregistrés, le revenu du ménage bénéficiaire a augmenté en moyenne de 53% au cours du projet (pondération en fonction du nombre de bénéficiaires et en supposant de manière prudente que les projets qui ont rapporté une augmentation « d'au moins 30% » n'ont pas réalisé plus de 30%). Avec un revenu moyen des ménages de 464 USD pour les bénéficiaires de l'un des projets (le 'PAC 3' de la Banque mondiale), il s'agit d'un gain de revenu absolu de l'ordre de 246 USD par ménage bénéficiaire chaque année avec des avantages durables (pour un total de 204 millions USD par an pour tous les ménages bénéficiaires). Cela représente un changement important dans les revenus des ménages pauvres. Par exemple, cela équivaut à environ deux fois la différence de revenus entre les ménages agricoles qui utilisent des engrais et des semences améliorées et ceux qui n'en utilisent pas (voir ci-dessus). Cela dit, avec une taille moyenne de ménage de sept personnes, il faut se demander, du point de vue des résultats pour les jeunes, combien gagneront les jeunes membres du ménage, en particulier en ce qui concerne leur capacité à développer leurs activités.

Tableau 2 Exemples d'accroissement de revenu par projet

Projet	Nombre de ménages dont les revenus ont augmenté	Augmentation relative rapportée
Programme d'Action Communautaire – Phase 3 (Banque Mondiale)	369 852	80% en moyenne
Programme d'Action Communautaire – Phase 2 (Banque Mondiale)	358 800	Au moins 30%
Projet d'irrigation à petite échelle Ruwanmu (FIDA)	29 700	50% en moyenne
Commercialisation/Stockage/Transformation : Programme de développement de l'agriculture familiale dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder (FIDA)	72 219	Au moins 30%
TOTAL	830 571	

Certains ménages ont obtenu des revenus supplémentaires par le biais de transferts monétaires, notamment 94 000 ménages dans le cadre d'un projet de protection sociale prévoyant un transfert mensuel de 20 USD. Le projet de la Banque Mondiale Filets Sociaux concerne 94 000 ménages à travers des transferts monétaires de 20\$ par mois pour une durée de 18 mois. Les résultats d'une évaluation réalisée 18 mois après la cessation des transferts suggèrent que les ménages bénéficiaires augmentent leurs investissements dans les actifs productifs, avec une augmentation des actifs d'élevage et une participation aux groupes d'épargne. De plus, ces transferts semblent avoir eu un impact sur la production agricole avec des augmentations de l'ordre de 30% par rapport aux ménages non-bénéficiaires- ce qui est comparable aux résultats des projets de développement rural⁷ (mais pas sur la diversification du portefeuille d'activités des ménages - cela n'est probablement pas surprenant puisque ce soutien est offert aux ménages les plus pauvres et vulnérables qui n'ont pas les moyens de commencer une nouvelle activité). Bien qu'il n'y ait pas de mesure directe de l'augmentation des revenus, il est raisonnable de penser que la productivité agricole ait aussi entraîné une augmentation des revenus des ménages.

La question de l'inclusion des jeunes et la durabilité de l'accroissement des revenus sont cruciales et varie probablement selon le type de projet - mais il n'existe pratiquement aucune donnée permettant de l'évaluer. Etant donné la rareté d'activités très productive, les projets peuvent avoir un impact réel sur l'amélioration de la qualité de l'emploi s'ils parviennent à soutenir les ménages à améliorer les activités qu'ils entreprennent déjà, ou s'ils ajoutent une nouvelle activité plus productive à leurs portefeuilles. Néanmoins, il convient de relever deux observations : d'abord, étant donné les grandes tailles de ménages au Niger, il est important de se demander combien les jeunes qui n'ont pas établi leurs propres ménages bénéficient des accroissements de revenus rapporté ci-dessus. Deuxièmement, comme c'est souvent le

⁷ En utilisant les résultats rapportés du tableau 9 de Mills et al. (2016), comparé aux résultats des non-bénéficiaires comme évident dans le tableau 2

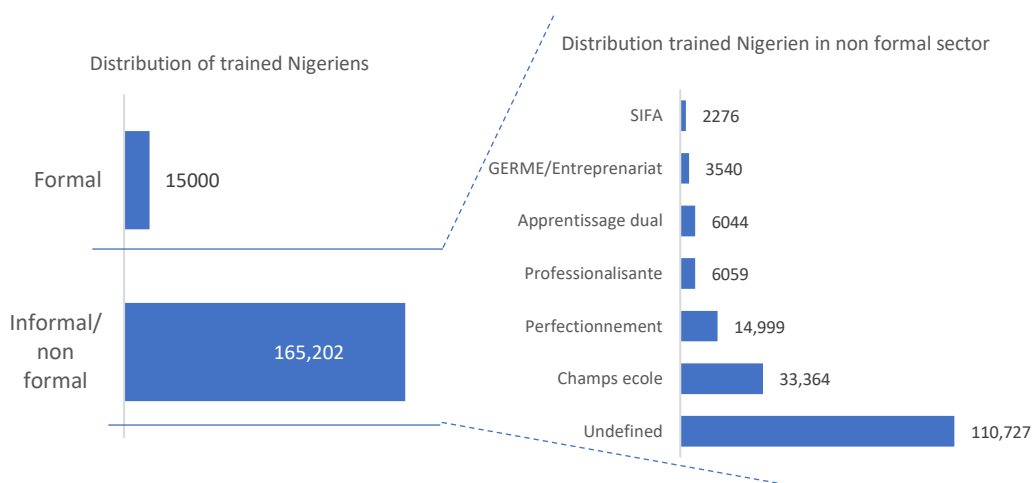
cas, aucun des projets que nous avons examinés n'a interrogé les bénéficiaires à un certain moment après l'achèvement des activités pour évaluer si les impacts persistaient. Nous soutenons qu'un tel exercice est essentiel pour connaître l'efficacité des projets. Par exemple, les transferts de fonds, par leur nature, génèrent de manière inhérente des revenus, bien que temporairement. Leur impact sur les revenus futurs ou sur les augmentations durables de revenus dépend de la manière dont ces transferts sont utilisés et s'ils ont été investis. De même, le soutien aux activités agricoles par le biais de projets de développement rural et de chaîne de valeur peut contribuer efficacement à l'augmentation des revenus à long terme, mais leur durabilité dépend de la capacité des activités promues à prendre en compte les contraintes.

7.3 Formation

Près de 180 000 Nigériens, dont la plupart sont des jeunes, ont bénéficié d'un soutien à l'emploi par le biais d'une formation. La formation est centrée sur les jeunes bénéficiaires, qui représentent 75% des participants. La moitié des bénéficiaires (50%) ont reçu une formation dans le cadre de projets axés principalement sur le développement des compétences. Les autres ont été formés dans le cadre d'activités de développement rural et de projets d'entrepreneuriat. La formation aux projets de développement rural est généralement axée sur l'introduction de nouvelles techniques et technologies au niveau des agriculteurs, souvent à travers des champs écoles. La formation aux projets qui soutiennent les microprojets communautaires et les activités génératrices de revenus des ménages est dispensée sous forme de formation en affaires, en entrepreneuriat ou en compétences générales.

La plupart des formations ont lieu en dehors des centres d'EFTP officiels. Nous nous sommes efforcés de définir plus concrètement le type d'activités de formation proposées par différents projets. Cependant, l'analyse est compliquée par le fait qu'un projet de grande envergure ne définit pas le type de formation qu'il a fourni, au-delà de préciser que la formation était non formelle.

- La plus grande partie des stagiaires a participé à des « champs écoles », c'est-à-dire à une formation dispensée dans le cadre d'un projet agricole ou d'élevage. Ces cours visent généralement à former les agriculteurs aux techniques de fabrication des produits soutenus par le projet, ainsi qu'à l'utilisation des intrants et des technologies fournies. Une innovation notable dans cette approche est la SIFA – un champ école réservé aux jeunes stagiaires qui ont reçu un terrain à exploiter de la part de leur ménage à la fin de la formation.
- Les formations de « *Perfectionnement* » sont destinées aux jeunes qui ont déjà suivi une formation ou qui occupent déjà un poste et qui souhaitent approfondir leurs compétences ou se spécialiser. Des exemples de ces formations sont la couture, la réparation de téléphones portables, la boulangerie-pâtisserie, la maintenance de motopompes ou la fabrication d'articles en cuir.
- Par contre, les formations « *professionnalisantes* » sont destinées aux jeunes peu ou pas scolarisés. Elles sont de courte durée (un à trois mois) et visent à former rapidement pour le marché du travail.
- *L'apprentissage dual* est beaucoup plus long (deux ans) et le stagiaire suit un apprentissage en classe et dans un emploi. En règle générale, l'apprenti et le maître reçoivent une petite allocation dans le cadre de ces projets.

Figure 16 Distribution des Nigériens formés par type de formation

Les rapports de suivi ne permettent pas de conclure si les projets de formations réussissent à assurer que les bénéficiaires accèdent à un emploi productif après avoir suivi la formation. Sur la base des données disponibles provenant de petites enquêtes de suivi, la plupart des personnes ayant suivi une formation sont des employés ou des travailleurs indépendants ; mais étant donné la quasi-absence de chômage au Niger si l'on adopte la définition étroite de la BIT, ce n'est pas un résultat très significatif. De manière anecdotique, les projets indiquent qu'au moins 70% de leurs stagiaires entreprennent des activités liées à leur domaine de formation (sans plus d'informations sur les domaines d'emploi réels). Comme nous le verrons ci-dessous, l'expérience internationale montre que les programmes de formation ont du mal à améliorer les conditions d'emploi des bénéficiaires et à être rentables ; les partenaires souhaitant dispenser une formation doivent très soigneusement déterminer s'il est réaliste de penser que leur projet peut fournir le type de résultats justifiant les dépenses.

8- LES PROJETS AU NIGER TRAITENT-ILS DES CONTRAINTES LIEES A L'EMPLOI ? SONT-ILS ALIGNES SUR LES MEILLEURS PRATIQUES INTERNATIONALES ?

8.1 Composition du portefeuille et le coût du soutien à l'emploi

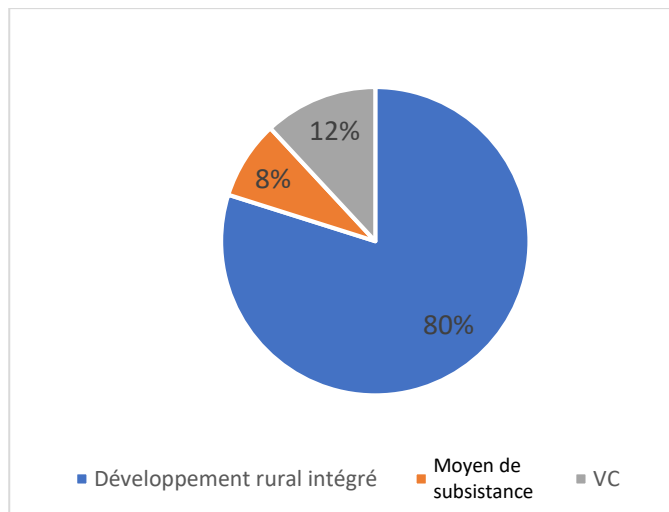
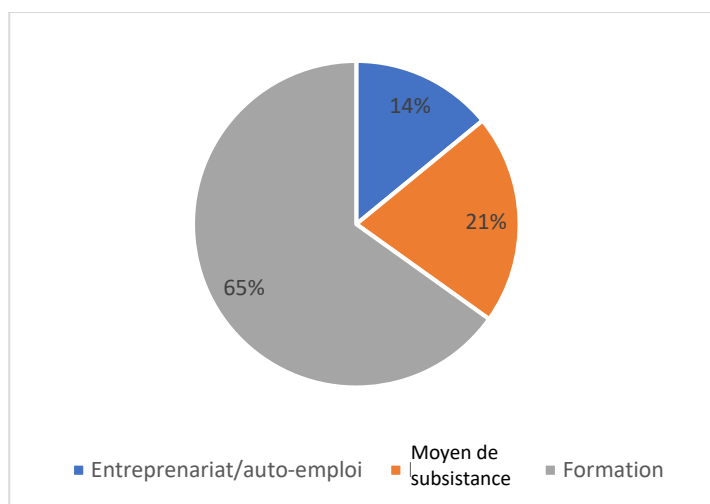
Les projets qui soutiennent les emplois au Niger peuvent être utilement classés en cinq catégories en fonction de leurs activités : développement rural, chaînes de valeur, moyens de subsistance, formation et entrepreneuriat. Pour aider à comprendre les ensembles de services et d'activités proposés par différents projets, nous les regroupons selon les types de soutien aux emplois. Ces catégories sont (1) le développement rural ; (2) les chaînes de valeurs ; (3) les moyens de subsistance, (4) la formation, et (5) l'entrepreneuriat. Il est important de reconnaître que, dans la pratique, les distinctions sont quelque peu floues. Par exemple, les projets de développement rural et des chaînes de valeur reposent sur un éventail d'activités visant à accroître la productivité rurale, l'accent étant mis plus ou moins sur l'agriculture de subsistance et l'accès au marché. De même, s'il existe des projets de « formation » spécifiques, de nombreux autres projets comportent un volet de formation subsidiaire.

Tableau 3 Types de projets dans le portefeuille en fonction de leurs activités

<i>Type de projet</i>	<i>Description</i>
<i>Développement rural</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Objectif: générer des revenus agricoles; • Appui: une combinaison de prestations qui inclut généralement l'accès aux infrastructures, au capital, à la formation (surtout informelle) et au renforcement des capacités; • Ciblage: cultivateurs (surtout chefs de ménages)
<i>Chaîne de valeur</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Objectif: améliorer la compétitivité des entreprises (surtout, entreprises familiales liées à l'agriculture) et leur interaction dans la fabrication, le transport et la vente des produits ; • Appui: l'accès aux infrastructures et le capital ainsi que l'information et la formation technique ; • Ciblage: micro et petites entreprises existantes, ou création d'entreprises qui peuvent combler les lacunes dans la chaîne de valeur.
<i>Moyens de Subsistance</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Objectif: réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire; • Appui: transferts monétaires ou ouvrages publiques à haute intensité de main d'œuvre; • Ciblage: ménages marginalisés
<i>Formation</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Objectif: améliorer les compétences des bénéficiaires ; • Appui: la plupart des projets offrent une formation non formelle, et mette un accent sur le double apprentissage, la formation professionnalisante rapide, ou la formation agricole informelle ; • Ciblage: le plus souvent, les jeunes peu ou pas scolarisés ou les chômeurs
<i>Entreprenariat</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Objectif: encourager de nouveaux types d'activités économiques plutôt que les activités génératrices de revenus traditionnelles ; • Appui: subventions en espèces et la formation à l'entrepreneuriat ; • Ciblage: surtout les jeunes.

Près 80% du budget des projets qui ne sont pas dédiés aux jeunes sont consacrés au développement rural. Les projets qui ne ciblent pas les jeunes spécifiquement valent 80% du budget total du portefeuille entier. Parmi les projets inclus dans cet examen, ceux qui soutiennent le développement rural représentent la plus grande part du budget- 80%. Les projets de développement rural représentent également à peu près 10 millions des 11 millions de bénéficiaires jusqu'à présent. Viennent ensuite les projets relatifs aux chaînes de valeurs (12%) et moyens de subsistance (8%).

Les projets consacrés aux emplois pour les jeunes mettent fortement l'accent sur la formation et investissent deux fois plus dans des projets liés que dans le soutien en capital. La plupart des projets qui ne ciblent pas les jeunes spécifiquement offrent une sorte de soutien en capital, bien que très peu d'entre eux ont une forte concentration sur cela. Mais, parmi les projets qui ciblent les jeunes spécifiquement, la formation vaut la plus grande part d'investissement (65%). Les projets qui facilitent l'accès au capital à travers des moyens de subsistances (21% des investissements) et le soutien à l'entrepreneuriat (14%), reçoivent seulement une part qui équivaut la moitié du budget consacré à la formation.

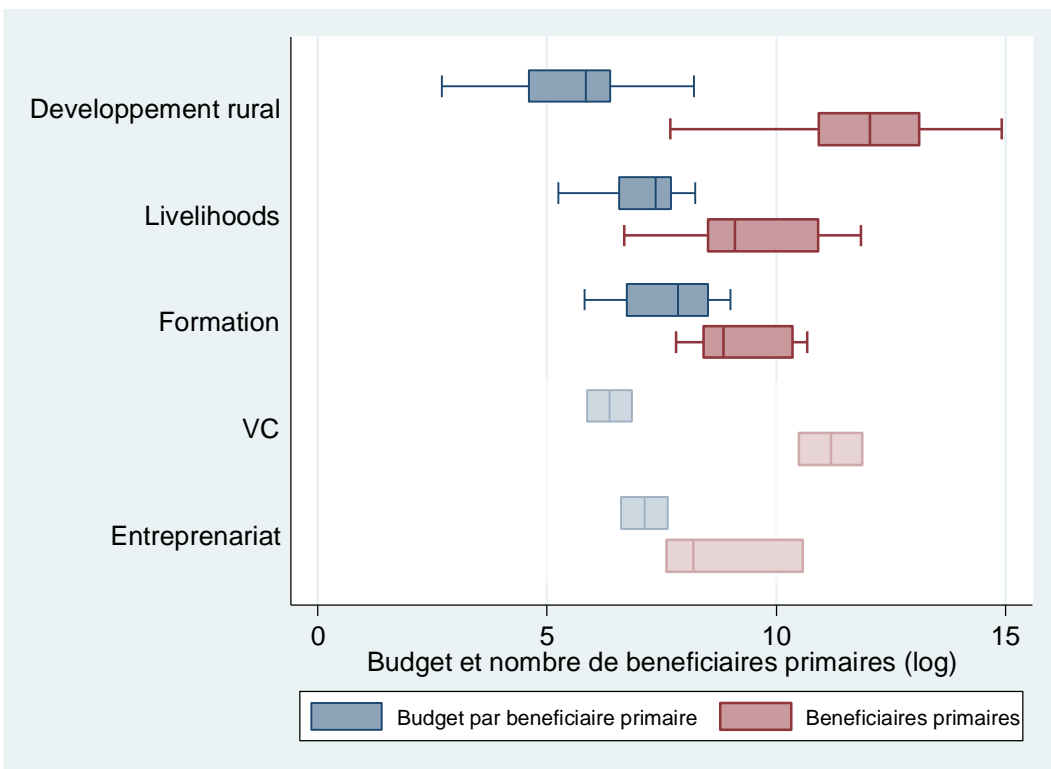
Figure 17 Répartition des budgets par types de projets**Figure 18 Distribution des budgets des projets dédiés aux jeunes par type de projets**

Il existe de grandes disparités entre les dépenses par bénéficiaire, les dépenses dans le développement rural étant de loin les moins importants et le projet de formation médian atteignant plus de 50% en plus par bénéficiaire que le projet médian de moyens de subsistance. Les données sur les budgets et les bénéficiaires ne sont pas disponibles pour tous les projets. Le coût par bénéficiaire est de loin le plus bas dans les projets de développement rural (dépense médiane de 350 USD), dû au fait que ces projets impliquent généralement des investissements en infrastructures et des microprojets communautaires.⁸ Les projets de moyens de subsistance et de formation concernent un nombre similaire de bénéficiaires. Toutefois, les coûts des projets de formation sont de loin les plus élevés, avec une médiane d'environ 2

⁸ Pour permettre des comparaisons entre différents types de projets, nous utilisons l'hypothèse qu'il y a un seul bénéficiaire primaire par ménage bénéficiaire.

500 USD par bénéficiaire (et au moins 5 000 USD par bénéficiaire pour les 25% de projets de formation les plus coûteux). Les projets de moyens de subsistance qui fournissent un soutien individuel ont un budget médian par bénéficiaire d'environ 1 600 USD. Cet écart de coût par bénéficiaire est également une réalité dans d'autres contextes à l'étranger (Blattman et Ralston 2016).

Figure 19 Comparaison des budgets par bénéficiaires et par type de projets



8.2 Développement rural et chaînes de valeurs

En ce qui concerne le marché du travail nigérien dépendant principalement du secteur agricole, les projets destinés aux jeunes doivent être liés à l'agriculture pour avoir un impact à grande échelle - et avec un investissement très faible des ménages et un accès limité au marché, il existe des possibilités évidentes d'augmenter la productivité. L'agriculture est la principale activité pour près de huit jeunes travailleurs sur dix au Niger (78%). Pour avoir un impact à l'échelle, il est donc presque inévitable que les projets d'emplois soutiennent la productivité dans les activités liées à l'agriculture, qu'elles soient agricoles ou non. Il convient également de noter que les ménages et les communautés sont rarement en mesure d'investir dans les moyens éprouvés pour accroître la productivité, allant de la culture de rente à l'utilisation de l'irrigation et de l'engrais pour les infrastructures communautaires (voir tableau N). Il subsiste clairement de nombreuses contraintes à surmonter pour les projets de développement rural. De même, comme indiqué, une faible demande constitue la contrainte la plus importante pour les activités des entreprises domestiques, qui le reconnaissent à près de 70%. Le support de la chaîne de valeur est donc confronté à une contrainte évidente.

Tableau 4 Caractéristiques des ménages agricoles et accès aux infrastructures

Caractéristiques des ménages agricoles	
Vend au moins une culture au marché	27%
Détient un titre foncier	12%
Pratique l'irrigation	12%
Utilise les engrais non organiques (fumier)	18% (43%)
Accès aux infrastructures communautaires	
Marché permanent	9%
Marché périodique	29%
Banque ou institution de microfinance	11%
Centre de vulgarisation agricole	7%
Banque de céréales	60%
Route en latérite (bitume)	31% (13%)

Source : Banque Mondiale, 2017

Les projets de développement rural au Niger fournissent des ensembles intégrés d'aide pour faire face aux multiples contraintes en matière de productivité ; ceci rend la mise en œuvre difficile mais répond à des déficits d'investissements évident et est conforme aux bonnes pratiques. Presque tous les projets de développement rural examinés fournissent un ensemble intégré visant à atténuer simultanément plusieurs contraintes. Ils visent à (a) former les agriculteurs sur l'utilisation de nouvelles techniques et technologies; (b) fournir des intrants en espèces ou en nature tels que de nouvelles semences modifiées et des pesticides; (c) construire des infrastructures (systèmes d'irrigation, routes d'accès aux marchés, réhabilitation des terres, etc.), souvent en finançant des microprojets communautaires mis en œuvre comme projets temporaires à haute intensité de main d'œuvre; et (d) renforcer les capacités des institutions locales et nationales. Malgré les complexités potentielles de la mise en œuvre, cette approche est conforme au niveau très bas des investissements à haute productivité au Niger, ainsi qu'avec les preuves qui suggèrent que les projets cherchant à s'attaquer à une contrainte unique dans l'agriculture ont généralement peu d'impacts (Banque Mondiale, 2018b). Cependant, il est important de noter qu'il y a peu de preuves – au Niger ou internationalement- sur quels aspects des projets de développement rural aide à maintenir les résultats et avantages. Les partenaires devraient travailler davantage à mieux comprendre cette question. En particulier, certains projets qui ont eu beaucoup de continuité et ont subi plusieurs permutations, devraient revisiter leurs premiers efforts et tenter de comprendre comment leurs bénéficiaires ont évolué depuis l'achèvement de leurs projets.

Les projets de chaîne de valeur tentent de surmonter les principales contraintes d'accès aux marchés d'entreprises familiales, en ce qui concerne les chaînes de valeurs agricoles la plupart du temps. Les projets de chaînes de valeurs (a) fournissent des semences modernes ou d'autres intrants aux agriculteurs ; (b) offrent un financement sous forme de subventions de contrepartie aux entreprises et aux agriculteurs ; (c) travaillent à l'amélioration ou à la création de normes de qualité afin d'aider les

produits à faire face à la concurrence sur des marchés plus vastes ; (d) dispensent une formation technique ou commerciale ; (e) et investissent dans des projets d'infrastructures. Bien que ce paquet de soutien soit similaire à celui fourni par les projets de développement rural, les projets VC sont moins concernés par l'accroissement de la productivité, et plus concernés par l'amélioration de la qualité des produits ainsi que l'accès aux marchés. Ils peuvent aussi chercher à soutenir la création d'entreprises qui pourraient combler les lacunes dans les chaînes de valeurs- par exemple, en donnant des incitations aux agrégateurs ou aux marchands d'intrants en assumant le coût fixe nécessaire pour leurs opérations dans de nouveaux marchés. Les projets qui soutiennent les chaînes de valeurs pour les cultures de rentes ont fait preuve de pouvoir augmenter les revenus ; bien qu'ils aient peu de succès à encourager les agriculteurs à embaucher de l'aide additionnelle (étant donné la disponibilité de travailleurs dans la famille). Néanmoins ils parviennent souvent à encourager la création indirecte d'emploi (par exemple dans le transport, traitement et conditionnement, commerce) (Banque Mondiale, 2018).

Afin de garantir que les projets de développement rural soutiennent les résultats en matière d'emploi des jeunes, il convient de revoir leur ciblage, leur niveau d'ambition et leur durabilité. Notre analyse ne va pas dans les détails de l'élaboration du projet (par exemple, les approches adoptées pour les services de vulgarisation ou le choix des microprojets communautaires) ; mais nous pouvons soulever deux questions que les partenaires devraient examiner afin de s'assurer que les projets favorisent les résultats de l'emploi pour les jeunes Nigériens.

- *Les projets de développement rural doivent-ils cibler spécifiquement le soutien aux jeunes ?* Les projets de développement rural considèrent généralement les chefs de ménage comme leurs principaux clients et ciblent rarement les jeunes en tant que bénéficiaires. Cela peut constituer un choix judicieux en vue d'avoir le plus grand impact sur la pauvreté, ainsi qu'un choix pragmatique, étant donné que les chefs de ménage contrôlent traditionnellement les terres cultivées. Toutefois, si l'objectif est de soutenir les emplois des jeunes, on doit se demander combien les perspectives économiques des jeunes s'améliorent quand les revenus des ménages augmentent. On pourrait envisager des modèles visant à permettre aux jeunes d'assumer la responsabilité de certaines activités agricoles. Le SIFA est un exemple intéressant d'une telle approche au Niger. Il s'agit d'un programme dans le cadre duquel les jeunes Nigériens vivant dans les localités rurales reçoivent une aide à condition que leur ménage leur réserve des terres à cultiver.
- *Quel est le bon niveau d'ambition pour soutenir les cultures de subsistance ou de rente ?* Comme indiqué précédemment, l'étendue des projets de développement rural va de ceux qui cherchent principalement à augmenter la production fiable de cultures de subsistance de base –telles que le sorgho et le mil– à ceux qui cherchent à créer des marchés autour des cultures de rente telles que les produits horticoles. Les partenaires souhaitant améliorer les résultats des jeunes en matière d'emploi doivent bien évaluer si les jeunes peuvent avoir une vision moins claire du travail dans l'agriculture, s'ils sont capables de participer à des activités liées au marché, et s'ils auraient plus de chance de constituer un portefeuille d'emplois amélioré s'ils avaient accès à une culture de rente.

8.3 La formation comme soutien à l'emploi

Avec une base de compétences faible, il est naturel de considérer la formation technique comme un mode de soutien à l'emploi des jeunes, mais les programmes de formation traditionnels ne connaissent pas de succès. Les résultats scolaires au Niger se sont considérablement améliorés, mais les niveaux de

compétences pourraient clairement augmenter davantage. Il n'est donc pas surprenant que les programmes pour l'emploi aient cherché à promouvoir les compétences – depuis l'alphabétisation et la formation en calcul de base jusqu'à la formation informelle aux techniques agricoles, aux compétences en gestion d'entreprise, en passant par la formation technique et professionnelle formelle. Cependant, les programmes de formation traditionnels centrés uniquement sur les compétences et qui accordent peu d'attention aux bénéficiaires pour qu'ils appliquent leurs compétences ont des résultats médiocres (Card et al., 2015 ; Kluge et al., 2019 ; McKenzie, 2017b). Une manière par laquelle comprendre ces résultats est de considérer à quel point la formation est alignée avec les réalités du marché du travail auxquelles les jeunes bénéficiaires font face : Alors, même les bénéficiaires les mieux formés, qui auraient pu par exemple être formés dans les programme de formation technique formel, feront face à une demande faible et des barrières à l'accès au capital afin de créer une activité économique. (Rien de tout cela ne diminue l'importance de l'éducation de base ou suggère que la formation n'a pas une valeur intrinsèque au-delà de son impact sur l'emploi).

Les programmes de formation au Niger montrent une sensibilité à la demande de main-d'œuvre, mais étant donné le coût élevé de la formation, les projets devraient examiner leur efficacité ainsi que leur rentabilité de manière beaucoup plus approfondie. Beaucoup des programmes de formations au Niger se concentrent sur des activités que les bénéficiaires sont susceptibles d'entreprendre- par exemple les champs-écoles qui tentent d'améliorer les revenus agricoles et les formation non-formelles qui visent à soutenir de nouvelles activités génératrices de revenus. Pour comprendre pourquoi la formation qualifiante a un impact faible, il suffit d'examiner l'alignement de la formation sur les réalités du marché du travail auxquelles les jeunes bénéficiaires sont confrontées. Même lorsque la formation est alignée sur les opportunités du marchés, les preuves internationales suggèrent que les partenaires qui envisagent une aide à la formation devraient aborder les contraintes auxquelles les bénéficiaires font face, en particulier en ce qui concerne l'accès au financement ou la demande pour leurs services et produits. Dit autrement, le type de soutien qui est offert par les projets de formation afin d'aider les bénéficiaires à s'établir – comme l'insertion dans des stages et des apprentissages- ne peut pas aborder le véritable obstacle auquel se heurtent les bénéficiaires pour trouver une activité productive. Une alternative est de tester quel serait l'impact de combiner la formation avec des subventions monétaires comme est le cas avec le projet d'emploi des jeunes de la Banque Mondiale. En outre, les programmes de formation formelle ont tendance à être coûteux, de sorte que même ceux qui se sont révélés efficaces peuvent ne pas être rentables (Blattman et Ralston, 2016). Les projets de formation devraient examiner de près leurs rentabilités.

8.4 Le capital comme soutien à l'emploi

Les subventions en espèces présentent une bonne performance en ce sens qu'elles permettent aux bénéficiaires d'entreprendre des activités plus productives. Les subventions en espèces permettent généralement de verser entre 200 et 1 000 USD en appui aux projets du bénéficiaire pour des activités génératrices de revenus nouvelles ou plus productives. Les programmes varient en termes de leurs soutiens avec quelques un offrant juste une aide en capitale et d'autre un soutien en nature (des outils par exemple) et en terme d'aide à la planification, de mentorat et de formation technique. Il a été prouvé que dans les pays à faible revenu, les subventions en espèces aident efficacement les bénéficiaires à ajouter des activités plus productives à leurs portefeuilles d'emplois et qu'elles ont des impacts à coût relativement faible (Blattman et Ralston, 2016 ; Fox et Kaul, 2017).

Le soutien aux activités génératrice de revenus offrent une opportunité pour un large soutien à l'emploi des jeunes et pourraient être une manière réaliste de permettre aux jeunes de travailler, au moins en partie, hors du secteur primaire de la production. Comme convenu, beaucoup de ménages ont une activité génératrice de revenus, mais les jeunes y sont sous-représentés. Bien que les jeunes de moins de 25 ans représente près d'un tiers de la force de travail, ils possèdent moins d'une AGR sur dix. Il est bien de se poser la question si ce ne sont pas précisément pas les petites activités de fabrications et de services liées à l'agriculture, mais bien en dehors de la production primaire qui pourraient être à la portée de nombreux jeunes avec un certain soutien et si cela est plus attrayant pour eux que le travail dans l'agriculture de subsistance. On pourrait également considérer un tel soutien pour de petites AGRs pour les migrants saisonniers en ville. Puisque l'épargne propre est le principal moyen de financer les activités commerciales - comme indiqué ci-dessus, 97% des ménages utilisent leur propre épargne ou des cadeaux familiaux pour financer des activités professionnelles - et que l'épargne est un processus long et ardu pour les jeunes des ménages à faible revenu, il convient de déterminer si les transferts monétaires pourraient constituer une bonne approche pour aider les jeunes à créer des activités commerciales.

En revanche, il existe peu de données internationales probantes pour savoir (i) ce qu'il faut pour que les impacts soient durables et (ii) si la formation technique ou non technique est un complément utile au soutien en capital et vaut le coût supplémentaire potentiellement important. (Il existe de nombreux cas anecdotiques qui montrent que le mentorat des bénéficiaires est utile - c'est-à-dire un soutien occasionnel continu de la part de quelqu'un qui comprend l'activité que les bénéficiaires essaient de réaliser). Les partenaires désireux de fournir des soutiens sous forme de subvention devraient prudemment tenir compte de ces questions *ex ante*, et chercher à examiner les résultats au cours de leurs programmes.

Un soutien en capital aux activités plus ambitieuses des jeunes entreprises pourrait être testé à l'échelle expérimentale, mais peut poser de sérieux problèmes de mise en œuvre et avoir du mal à atteindre l'échelle, mais pourrait être coûteux. À l'échelle internationale, les transferts monétaires ont été utilisées pour soutenir les activités commerciales des jeunes en dehors de l'agriculture et les activités rurales simples non agricoles. Cela se fait souvent dans le cadre de concours de plans d'affaires ou de programmes similaires. Le bilan est limité mais prometteur. Cependant, il est important de considérer les aspects pratiques de ce type de soutien à l'emploi. Le programme 'YouWin' au Nigéria est un bon exemple de réussite - et de rentabilité - dans la création d'emplois, mais il a octroyé des subventions allant jusqu'à 50 000 USD en moyenne par bénéficiaire (McKenzie, 2017). Compte tenu de la différence de PIB par habitant, entre le Nigéria et le Niger, un soutien tout aussi significatif au démarrage au Niger pourrait nécessiter une subvention d'environ 6 000 USD par bénéficiaire. De manière pragmatique, il serait aussi très difficile de sélectionner les bénéficiaires de transferts monétaires pour les jeunes de manière juste et transparente. Ceci est d'autant plus vrai étant donné que la préparation et l'évaluation des plans d'affaires requiert une capacité importante de la part du demandeur ainsi que de l'agence de mise en œuvre. Il convient de mentionner dans ce contexte que l'Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi (ANPE) a essayé de lancer un programme de soutien pour le développement des plans d'affaires mais n'as finalement pu financer que trois microprojets (données de 2011), avec un financement moyen d'à peu près 2M CFA (soit 4000 USD environ).

Les travaux publics et les transferts monétaires ont été utilisés au Niger pour apporter une aide d'urgence et renforcer la résilience de base, conformément aux données internationales. Les preuves de l'impact des HIMO sur l'emploi sont assez étayées. Cela prouve que les HIMO améliorent la consommation et d'autres mesures du bien-être actuel (Blattman et Ralston, 2016) ; cela suggère également que les bénéficiaires peuvent économiser une partie de leurs salaires et les réinvestir dans une autre activité génératrice de revenus (Bertrand et al., 2016), et que HIMO peut aider à prévenir la désépargne en temps

de crises, ce qui permettra aux bénéficiaires de reprendre d'autres AGR passé la crise. Les transferts monétaires peuvent jouer un rôle analogue en aidant les ménages les plus marginaux à acquérir le niveau de base de résilience nécessaire pour envisager de se lancer dans de nouvelles activités plus productives. En accord avec ces données, les HIMO ont été utilisés de manière appropriée au Niger dans le soutien à l'emploi pour aider à surmonter des crises telles que la sécheresse, et à renforcer la résilience (ainsi que, dans le cas du HIMO, de manière opportuniste lorsque la construction des infrastructures communautaires nécessite du travail).

9- LE CONTEXTE INSTITUTIONNEL ET SON IMPACT SUR LE SOUTIEN A L'EMPLOI

9.1 La complexité du contexte institutionnel pour définir les politiques et gérer les projets d'emploi des jeunes pose d'importants défis

Quatre ministères sont directement en charge de la question de l'emploi des jeunes, sans mécanisme clair de coordination. Même pour la question très étroite de la définition de l'emploi des jeunes, quatre ministères sont directement concernés. Ce sont (1) le Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Sécurité Sociale (DG de l'Emploi) ; (2) le Ministère des Enseignements Professionnels et Techniques (DG de l'Orientation et de l'insertion Professionnelle) ; (3) le Ministère de la Jeunesse et des Sports (DG de la Jeunesse et de l'Education Permanente) ; (4) le Ministère de l'Entreprenariat des Jeunes. Mais, il n'existe présentement aucun mécanisme clair de coordination entre ces ministères, et la définition d'un processus clair de coordination pourrait être une étape décisive vers la cohérence des politiques.

Figure 20 Distribution de projets par tutelle

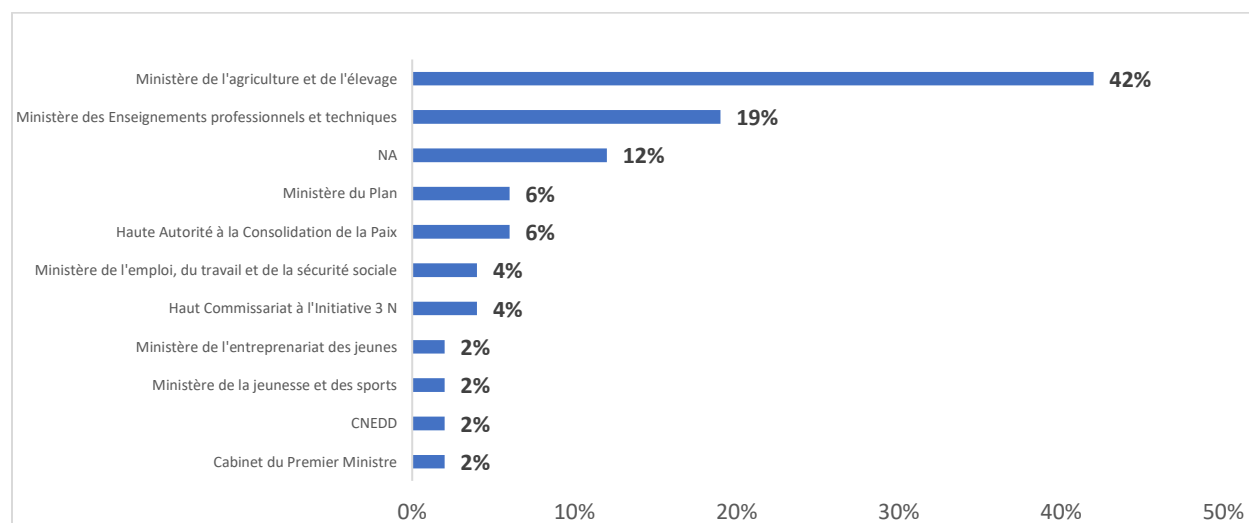
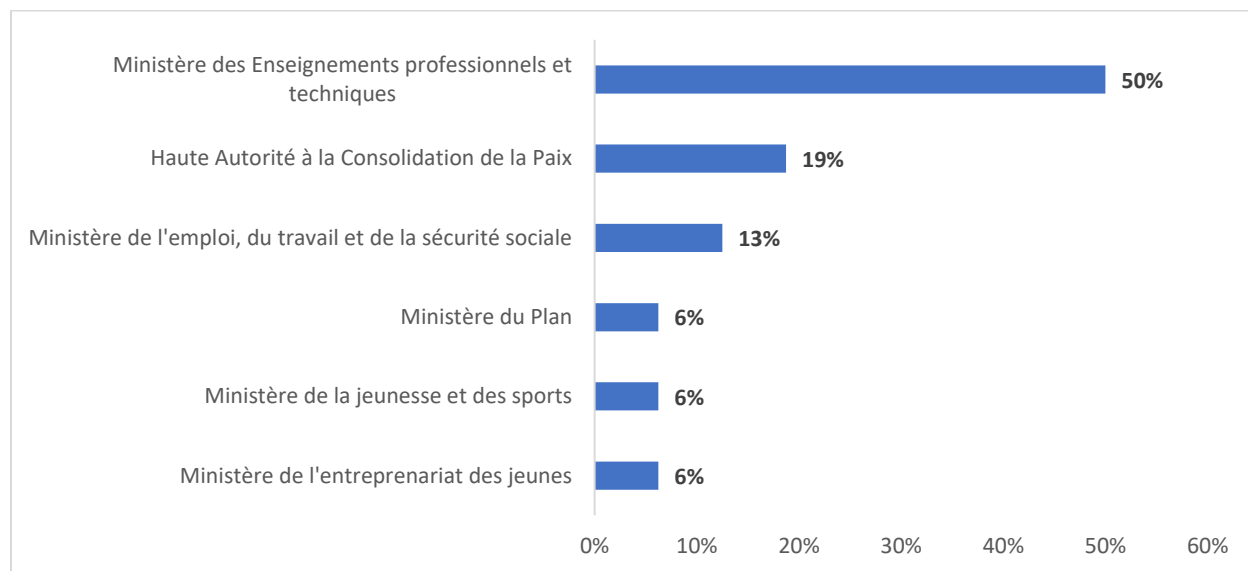


Figure 21 Distribution des projets dédiés aux jeunes par tutelle

Pas moins que 14 ministères sont impliqués dans la définition des politiques et supervision de projets d'emploi, ce qui pose des défis en termes de personnel, de supervision stratégique et d'apprentissage. Malgré une concentration de la supervision dans les ministères de l'agriculture et de l'éducation, pas moins de onze organismes gouvernementaux différents sont impliqués dans la direction des projets examinés, et quatorze si on inclut les Ministères qui contribuent à l'élaboration des politiques de l'emploi est même plus grand. Ce sont les ministères centraux qui ont la responsabilité de la gestion du développement, notamment le Ministère du Plan. Les ministères traditionnellement considérés comme responsables des emplois et de la jeunesse mentionnés dessus s'y ajoutent, mais également d'autres ministères techniques importants :

- Ministère du Commerce et de la Promotion du Secteur Privé ;
- Ministère de l'Énergie ;
- Ministère de l'Industrie ;
- Ministère des Mines ;
- Ministère du Pétrole ;
- Ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Économie Numérique ;
- Ministère de la Renaissance Culturelle des Arts et de la Modernisation Sociale ;
- Ministère du Tourisme et de l'Artisanat ;
- Ministère des Transports.

Il existe des raisons évidentes pour la participation de divers organismes gouvernementaux à chaque projet. Toutefois, lorsqu'on examine l'ensemble des projets liés à l'emploi, il convient de se demander si la multitude d'acteurs ne pourrait pas entraîner des chevauchements de responsabilités et rendre difficile

la collecte et l'apprentissage des enseignements et la définition d'orientations efficaces sur la direction stratégique du soutien à l'emploi.

Le paysage institutionnel a changé au cours de la dernière décennie, entraînant des risques de perte de la mémoire institutionnelle et de confusion quant aux mandats. Plusieurs entités gouvernementales impliquées dans la supervision du soutien à l'emploi des jeunes au Niger ont subi des changements importants, avec la consolidation et la division des ministères et l'apparition de nouvelles structures. Il est à craindre que les changements affaiblissent la mémoire institutionnelle, les ressources humaines clés étant réaffectées ou abandonnées, alors que le stockage physique et électronique de la documentation relative au soutien à l'emploi antérieur est limité. Il y a aussi le risque de nouveaux chevauchements de mandats. Par exemple, le ministère de l'Entrepreneuriat des Jeunes a été récemment créé, avec pour mandat de promouvoir l'esprit d'entreprise chez les jeunes ; son mandat pourrait toutefois chevaucher avec celui des autres entités en charge de l'emploi des jeunes, ainsi que leurs sous-structures, l'agence pour l'emploi et le FAFPA (Fond d'Appui à la Formation Professionnelle), qui cherchent à mettre en œuvre la politique gouvernementale en matière de formation et d'insertion.

9.2 L'Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi, qui vise à soutenir l'emploi des jeunes de tous horizons, ne touche en réalité qu'un groupe limité de travailleurs

L'Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi place les demandeurs d'emploi, mais ne dessert en réalité qu'un petit nombre de Nigériens en concurrence pour des emplois de qualité. En plus de son rôle dans la supervision des projets liés à l'emploi des jeunes, le Gouvernement du Niger a aussi mené ses propres activités. Parmi les structures mises en place pour soutenir l'emploi des jeunes, l'Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi (ANPE), qui relève du Ministère du Travail et de la Protection Sociale, est chargée de soutenir et de placer les demandeurs d'emploi. Peu d'informations sont disponibles sur ses performances, mais quelques rapports annuels fournissent des indications sur ses impacts. En 2016, 27 000 Nigériens se sont inscrits à l'ANPE pour un placement (contre 11 500 en 2007), dont plus de la moitié (56%) est âgée de 18 à 29 ans. Dans le même temps, l'ANPE a enregistré 17 000 emplois vacants ; on ignore dans quelle mesure l'ANPE a pu satisfaire les offres d'emploi en 2016, mais des données plus récentes de 2007 montrent que presque toutes les offres d'emploi reçues au cours de cette année ont été satisfaites. Les demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE ont un niveau d'instruction beaucoup plus élevé que la main d'œuvre dans son ensemble. Parmi ceux-ci, 15% ont un diplôme universitaire, 29% ont atteint le niveau secondaire, et 24% ont reçu une formation professionnelle et technique. De même, la plupart des offres d'emploi de 2016 concernait principalement le secteur des services sociaux (75%), ou l'industrie extractive (23%). Le budget de l'agence pour 2016 n'est pas disponible, mais celui de 2014 était de 1,6 million USD. Ainsi, en supposant que l'agence pourvoie à tous les postes vacants (et ne fournisse pas d'autres services liés à l'emploi), le coût par placement est de 95 USD par placement, ou de 195 USD en supposant un placement à 50% - les deux coûts correspondant au coût par bénéficiaire pour les projets⁹ de développement rural. Il est clair que l'agence fournit un vrai service dans l'adéquation des emplois dans le secteur formel, mais il dessert un groupe restreint et sélectionné de jeunes demandeurs d'emploi. Il est évident que son budget actuel ne permette pas de desservir un plus grand nombre.

L'Agence pour l'emploi a lancé un large éventail de politiques du marché du travail supplémentaires actives, dont certaines sont potentiellement utiles pour un groupe plus large de demandeurs d'emploi,

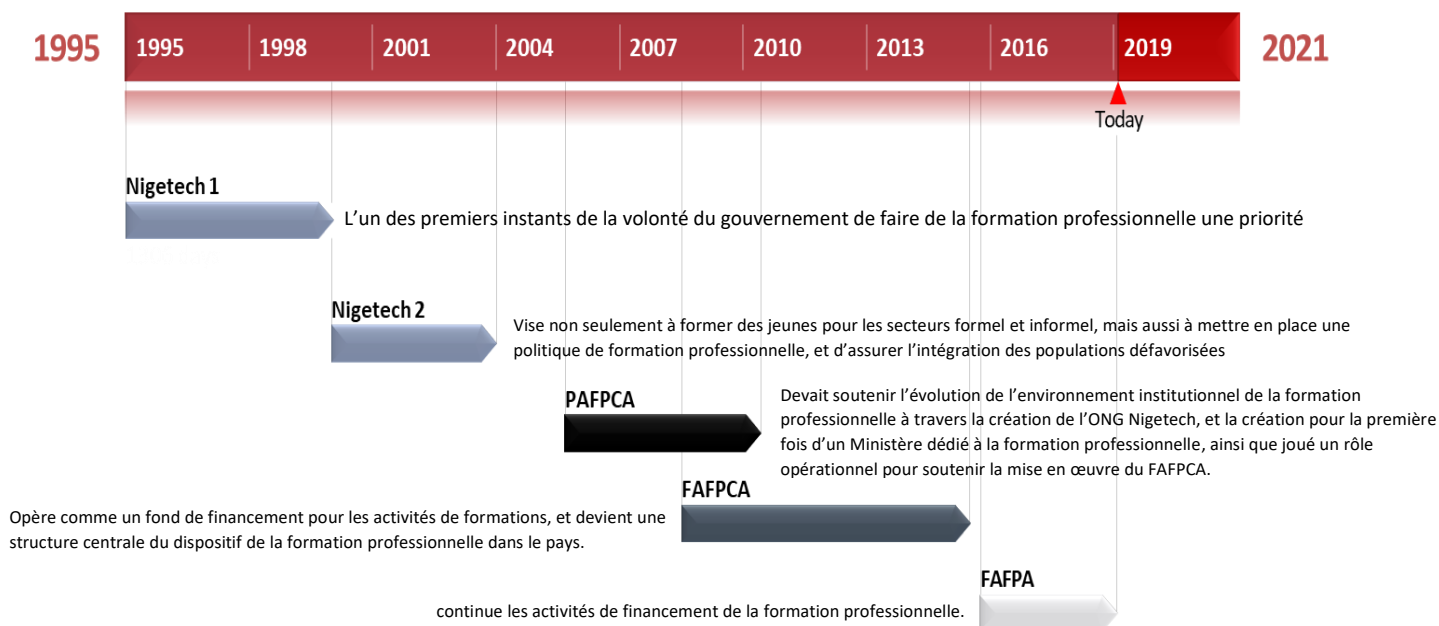
⁹ Les nombres sont basés sur le budget 2014 de l'ANPE qui était de 935 000 000 FCFA (1 620 000 USD).

mais elles ont touché très peu de bénéficiaires. En plus des services de recherche d'emploi, l'ANPE a développé une série d'initiatives supplémentaires qui pourraient en principe être utiles aux jeunes demandeurs d'emploi. Un programme de stages pour diplômés (« PIJD ») s'adresse à un petit groupe de travailleurs bien éduqués. Elle a fourni une expérience professionnelle à quelque 332 demandeurs d'emploi en 2011 et, dans le cadre du projet PRODEC, à 1 714 bénéficiaires en 2014-2016. Cependant, l'agence a également cherché à lancer des activités qui ciblent des groupes de bénéficiaires plus larges. Ainsi, elle a cherché à mettre en place un programme de formation des jeunes déscolarisés dans les PME (PME/PMI), mais en 2011, seuls quelques dizaines de placements avaient été effectués. Deux programmes se sont fixés pour objectif de soutenir le travail indépendant par la formation en entreprise, le développement de plans d'affaires et le financement à l'aide de petits transferts (100 000 à 3 000 000 FCFA), ou des garanties de prêt partielles. Malheureusement, en raison du financement limité, du manque de personnel expérimenté pour l'analyse des plans d'affaires et de la faible motivation des participants, les deux programmes n'ont soutenu qu'une poignée de projets.

9.3 Bien que le Gouvernement Nigérien soutienne l'emploi depuis longtemps, il subsiste une marge d'amélioration dans l'apprentissage des leçons et l'évolution du portefeuille des projets

Le gouvernement du Niger s'est engagé à travers de longue séries de projets phares dans les aspects principaux d'appui à l'emploi, et il est crucial de trouver une manière d'assurer une évolution productive de ces efforts. Le Gouvernement du Niger a une longue histoire d'engagement dans les modes principaux d'appui à l'emploi comme l'amélioration de la formation professionnelle, l'entreprenariat, et le développement rural. Dans la figure 21, nous prenons comme exemple le soutien à la formation professionnelle. L'engagement réel dans la formation professionnelle débutait avec le projet Nigetech en 1995 ; l'un des premiers instants de la volonté du gouvernement de faire de la formation professionnelle une priorité. Ce projet a connu une longue continuité avec une seconde phase qui a débuté en 2000 ; en 2005 débutait le PAFPCA (Programme d'Appui à la Formation Professionnelle Continue et l'Apprentissage) qui s'inscrit dans le prolongement des projets Nigetech et soutenait la mise en œuvre dès 2008 du FAFPCA (Fond d'Appui à la Formation Professionnelle Continue et l'Apprentissage) sous double tutelle du Ministère de la Formation Professionnelle ainsi que du Ministère de l'Economie et des Finances. Plus récemment, les fonctions du FAFPCA ont été reprises par le FAFPA (Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage), qui date de 2015.

Figure 22 Chronologie des programmes phares du gouvernement



Il ressort de l'analyse des projets phare de formation professionnelle des leçons qui peuvent permettre de faire évoluer les projets et les rendre plus efficaces. Comme souvent est le cas dans le développement, la formulation de projets suit une dépendance historique, et l'élaboration des nouveaux projets se base sur les précédents. Il vaut donc bien faire quelques observations sur les expériences dans l'évolution des projets de formation professionnelle. Notre analyse est basée sur tous les documents disponibles sur les projets, et surtout, sur une évaluation finale du PAFPCA préparée par l'Union Européenne (Bourdain et Akplogan, 2010), l'un des seuls rapports détaillés disponibles qui étudié la mise en œuvre et les impacts des projets dans la série. On retient les leçons suivantes :

- **Une bonne conservation documentaire ainsi qu'une bonne pratique des évaluations sont indispensables à une évolution efficace des efforts.** Les évaluations de qualité sont presque absentes, ce qui rend très difficile de connaître l'impact des projets, et en tirer des leçons. Par exemple, bien que le programme Nigetech 2 a fait l'objet d'une évaluation, celle-ci présente seulement les produits du programme, et souligne que le programme a pu offrir une formation à 30 000 artisans, salariés ou demandeur d'emploi – un nombre important. Mais il n'y a aucune évaluation sur l'impact de cette formation. Donc, il n'est pas évident de savoir ce que sont devenus ces 30 000 Nigériens formés, ni si leur formation a eu un impact sur leurs emplois, ou encore, quels autres types d'appui auraient été nécessaires pour assurer un impact réel. En effet, les PAFPCA et le FAFPCA ont été en partie conçus sur les acquis des phases qui les précédaient, même si les phases qui précèdent le PAFPCA se caractérisent par une absence de suivi-évaluation. Il y a aussi des lacunes importantes dans la conservation des autres documents, comme les rapports d'achèvement ou évaluations de mise de processus. Cette situation empêche de sauvegarder l'historique des programmes, et prive les acteurs nationaux comme internationaux d'outils de référence permettant d'envisager une planification et une programmation cohérentes et pertinentes des interventions ultérieures.

- **Les défis de gestion que les projets précédents ont connus peuvent faire dérailler l'évolution des projets.** L'absence de documentation empêche de retenir les leçons, non seulement dans l'élaboration des projets, mais aussi, sur leur mise en œuvre. Or, sans en prendre compte, il est probable que les nouveaux projets se confronteront aux mêmes défis de gestion que leurs antécédents. Par exemple, dans les projets de formation, on note trois obstacles en particulier qui ont gêné des projets successifs : (1) les problèmes de décaissement ; (2) les difficultés de former un partenariat efficace avec le secteur privé comme prévu et d'orienter l'offre de formation selon les besoins du marché ; (3) la prise en compte des priorités stratégiques définies par le Ministère de tutelle ; et (4) les insuffisances des ressources humaines et par conséquent, la manque de dynamisme.
- **La difficulté de trouver des mécanismes de financements stable peut empêcher les projets de pleinement atteindre leurs objectifs de durabilité, même s'il y a des projets de suite.** En s'affrontant à un problème tel que l'emploi des jeunes au Niger, où les besoins ne vont pas diminuer dans le court-terme, les questions de durabilité sont prééminentes. Comme on l'a constaté envers d'autres questions de gestion, si on ne surmonte pas les défis liés à un mécanisme de financement fiable dans les projets antécédents, il est probable qu'on rencontra ces mêmes défis dans les projets suivant. Sur le plan de formation professionnelle, le Gouvernement avait prévu à plusieurs étapes de trouver des mécanismes de financement durables pour les institutions créées pour soutenir la formation professionnelle. Mais, malgré beaucoup de volonté et les rôles centrales des institutions, ces efforts n'ont pas eu de succès. Donc, par exemple, on envisageait que l'ONG Nigetech, qui était subventionné de 100% par l'Union Européenne, serve à donner une base permanente à l'appui à la formation professionnelle. Mais cette dernière, à un moment, a dû déposer son bilan en raison de son incapacité de devenir autonome. De même, pour assurer la durabilité de l'initiative, le FAFPCA était financé en partie par le Gouvernement du Niger à travers une taxe prélevée par la taxe d'apprentissage relevée des entreprises – mais le financement est resté faible et volatil (Banque Mondiale, 2010).

10- CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES POUR LE SOUTIEN A L'EMPLOI

Gestion du portefeuille de projets de soutien à l'emploi :

- **Rechercher des engagements financiers supplémentaires pour maintenir le niveau actuel d'investissement envers le soutien à l'emploi pour les années à venir.** Le niveau d'investissement dans les projets de soutien à l'emploi a atteint 170 million USD par an ces trois dernières années. Cela étant, l'investissement pour les années à venir n'est encore pas au même niveau, de telle sorte que des engagements financiers additionnels sont nécessaires pour maintenir le soutien actuel.
- **Identifier un mécanisme de coordination entre les multiples ministères impliqués dans le soutien à l'emploi des jeunes.** Plusieurs ministères sont impliqués dans la supervision des projets de soutien à l'emploi, avec des changements fréquents de contexte institutionnel. Il existe des raisons évidentes pour la participation de divers organismes gouvernementaux, mais cet arrangement comporte un risque de surcharge pour les ressources humaines disponibles et empêche une vision

plus stratégique. En outre, cela limite la mémoire institutionnelle et donc l'opportunité de retenir les leçons des projets précédents.

- **Consolider et répliquer à plus grande échelle les projets d'emploi traditionnels ; et orienter les projets de petites tailles à être plus innovants dans le type de soutien qu'ils offrent.** La plupart des projets sont de petites tailles, y compris ceux qui offrent un soutien traditionnel à l'emploi, plutôt. Cela vaut la peine d'essayer de consolider le portefeuille afin d'éviter des frais d'opérations et de coordinations superflus.
- **Etudier si les régions de Diffa et Tillabéry profiteraient d'un soutien à l'emploi supplémentaire.** Il n'existe pas véritablement de soutien à l'emploi propre aux régions pourtant si vulnérables de Diffa et Tillabéry. Il se peut que le haut niveau d'aide humanitaire et autre type de soutien dans ces régions puisse contrebalancer l'absence de soutien à l'emploi. Néanmoins, il convient d'étudier la question d'un soutien supplémentaire à l'emploi dans ces régions.

Elaborer un soutien à l'emploi qui traitent des principales contraintes, et qui soit fondé sur des éléments de preuves :

- **Envisager un effort de ciblage des jeunes plus ambitieux, tout en reconnaissant les compromis.** Les projets de soutien à l'emploi au Niger s'adressent à un grand nombre de bénéficiaires avec au moins 2.6 millions de bénéficiaires primaires et 11 millions de bénéficiaires primaires et secondaires. Il n'en reste pas moins que le niveau de soutien destiné aux jeunes reste très limité comparé aux besoins. Cela s'explique par deux raisons : premièrement, il n'y a pas moins de 500 000 jeunes qui rejoignent le marché du travail chaque année (dont 7.5% d'entre eux sont éligibles pour recevoir un soutien à l'emploi direct), deuxièmement, la plupart des projets de soutien à l'emploi ciblent les chefs de ménages avec pour objectif de réduire la pauvreté. Les décideurs politiques doivent s'interroger sur l'intérêt d'un ciblage plus ambitieux de jeunes, compte tenu de ressources limitées, qui pourrait diminuer le soutien aux chefs de ménages. Les projets qui ciblent les ménages peuvent éclairer ce débat en aidant à déterminer dans quelle mesure la participation des jeunes à ces activités leur est bénéfique.
- **Les projets d'emplois pour les jeunes gagneraient à transférer certaines ressources utilisées pour la formation à des projets qui offrent un soutien en capital.** Les deux tiers des budgets dédiés aux jeunes portent sur la formation. Toutefois, l'efficacité des projets de formation pure n'est pas probante. Ainsi, le soutien en capital pourrait contribuer à adresser certaines contraintes particulièrement difficiles auxquelles les jeunes font face lorsqu'ils tentent une activité génératrice de revenu dans l'agriculture ou autre. Il paraît logique de transférer quelques ressources vers un tel soutien. Les projets pourraient également combiner à la fois formation et soutien en capital, tout en assurant un suivi de près de la rentabilité étant donné que les projets de formation pure dépense en moyenne deux tiers de plus par bénéficiaires que d'autres types de projets.
- **Pour faire face à une demande limitée et faire participer les jeunes, les projets de développement rural doivent redoubler d'efforts pour combiner l'accroissement de la productivité des cultures de subsistance avec des investissements dans des cultures de rentes et chaînes de valeurs.** Les projets de développement rural, qui représentent la majeure partie du soutien à l'emploi (soit 80%), ne s'adressent pas spécifiquement aux jeunes. Cela paraît justifié, étant donné que la plupart des

travailleurs (soit 81%) dépend de l'agriculture comme source principale de revenu, alors que la productivité est faible, et que les projets peuvent améliorer la production et les revenus de leurs bénéficiaires par près de moitié grâce à des investissements dans des technologies qui ont fait leurs preuves. Cependant, puisque la plupart des ménages (près de 68% d'entre eux) déplore une faible demande pour leurs produits et services, les partenaires devraient trouver d'avantage d'opportunités pour compléter les investissements dans la productivité par le soutien à la chaîne de valeurs afin d'améliorer l'accès au marché. Les partenaires doivent également rechercher si des projets visant les cultures de rentes ou les emplois liés à la chaîne de valeurs agroalimentaire se révéleraient plus satisfaisants pour les jeunes désabusés par le travail dans le secteur de production primaire.

Retenir les leçons des projets antérieurs de soutien à l'emploi :

- **Les projets doivent mieux réussir à collecter l'information sur leur impact, leur durabilité et leur rentabilité pour le soutien à l'emploi ; ce qui peut être fait sans imposer de coûts excessifs.** Afin de permettre une évaluation réelle de leur performance, les projets doivent suivre des indicateurs plus significatifs sur la création d'emploi, la qualité et l'accès en matière d'emploi. Afin de considérer la rentabilité, ils doivent mieux comprendre comment les différents éléments du budget sont liés aux différents groupes de bénéficiaires et aux résultats. Le suivi et l'évaluation devrait tenter de faire une comparaison, de manière minimale même, avec un groupe témoin, par exemple en collectant des données dans quelques emplacements clés correspondants ou en comparant à des données disponibles. De plus, puisque le succès des projets de soutien à l'emploi au Niger dépend en grande partie du maintien des avantages, les projets devraient envisager un suivi simple de quelques indicateurs clés pour certains bénéficiaires (comme par exemple, faire un suivi par téléphone). En particulier, certains des projets de développement rural de longue date devraient revenir sur leurs efforts antérieurs et chercher à mieux comprendre à quel point les résultats ont bénéficié aux populations ciblées.
- **Les projets de formation doivent soumettre leur impact et leur rentabilité à un examen plus poussé.** Alors que le portefeuille de projets de formation cible adroitement la demande du marché, les projets ne fournissent pratiquement aucune preuve réelle de leur impact sur l'emploi. Compte tenu du bilan mitigé de la formation dans l'obtention de ces résultats, de plus amples preuves sont nécessaires. Les projets dont les dépenses par bénéficiaire sont très élevées, doivent mieux suivre les résultats pour déterminer si les coûts encourus sont justifiés.

Références :

- Agence Française de Développement « Lutter contre l'exclusion des jeunes dans la région de Diffa »
- Agence Française de Développement « Note de communication Publique d'Opération : CNE 1181 Projet Jeunesse Diffa »
- Agence Nationale pour la Promotion de L'Emploi (2010) Rapport Annuel
- Agence Nationale pour la Promotion de L'Emploi (2011) Rapport Annuel
- Aterido, R. and J. Buba (2018). "Firm-level interventions for jobs." World Bank WP.
- Bachir, M. (2009). Projet Appui à la Promotion de l'Emploi des Jeunes.
- Blattman, C. and L. Ralston (2016). "Generating employment in poor and fragile states: evidence from labor market and entrepreneurship programs."
- Boubakar, M. et J. Mivelaz (2012). « Projet Formation et Emploi des Jeunes : Evaluation Externe du Programme ». *Swisscontact*
- Bourdain, Y. and Akplogan, B (2010). Evaluation Finale du Programme d'Appui à la Formation Professionnelle et Continue et à l'Apprentissage au Niger. *Union Européenne*
- Boureima, M. Les politiques agricoles au Niger, 1960-2015 : 55 ans à la recherche de la sécurité alimentaire et de la réduction de la pauvreté, les éditions Belle Afrique, 35 pages.
- Campos, P. (2008). "Evaluation Interne Assistée du programme Infrastructures en Haute Intensité Main d'œuvre (HIMO) dans la zone Téra-Nord » *Coopération Suisse*
- Card, D., J. Kluge, and A. Weber (2015). "What works? A meta analysis of recent active labor market program evaluations." NBER Working Paper 21431.
- Coopération Suisse (2017). Rapport final de mise en œuvre du programme d'appui à la petite irrigation (PAPI)
- Europaïd OMD1-Pauvreté Article : Protection sociale et emploi – NIGETECH Appui à la formation professionnelle continue au Niger
- FIDA (2013) Enquête sur l'Impact du Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement à Aigue. *Rapport Définitif*
- FIDA (2013) Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement à Aigue. *Rapport d'achèvement de projet*
- FIDA (2014) Projet d'urgence pour l'appui à la sécurité alimentaire et le développement rural (PUSADER). *Rapport d'achèvement de projet*
- FIDA (2017) Projet de petite Irrigation Ruwanmnu. Rapport de Supervision
- FIDA (2018) Rapport d'étude effets/impacts des activités de traitement des bassins versants et de la petite irrigation dans le cadre du projet petite irrigation PPI/Ruwanmnu dans les régions de Tahoua Maradi et Zinder

Fox, L. and U. Kaul (2017). "The evidence is in: how should youth employment programs in low-income countries be designed?" USAID.

Institut Africain de Développement Durable (2017). « Secteur informel, emploi des jeunes dans les pays fragiles et en conflit armé :étude de cas sur les pays du Sahel ».

Institut National des Statistiques (2015) Enquête Nationale d'évaluation d'Indicateurs Socio-Economiques et Démographiques (ENISED)

de Janvry, A., E. Sadoulet, and T. Suri (2016). *Field experiments in developing country agriculture*.

Kluve, J., et al. (2019). Do youth employment programs improve labor market outcomes? A quantitative review. *World Development*, 114, 237-253.

LuxDev (2016a). Evaluation Finale NIG/017 NIG/817 Appui au Programme national de Formation Professionnelle et Technique d'Insertion des Jeunes sortants.

LuxDev (2016b) Rapport de clôture NIG/817 Appui au Programme national de Formation Professionnelle et Technique d'Insertion des Jeunes sortants

LuxDev (2016c) Evaluation Finale (NIG/018) Programme d'Appui au Développement Agricole Durable dans la région de Dosso

McKenzie, D. (2017). "Identifying and spurring high-growth entrepreneurship: Experimental evidence from a business plan competition." *American Economic Review*, 107(8), 2278-2307.

McKenzie (2017b). "How effective are active labor market policies in developing countries? A critical review of the evidence." *World Bank Research Observer*.

Njonga, B. (2016). Auto-Evaluation /Capitalisation Mouvement Paysan Nigérien 2013-2016

Swisscontact (2015). Evaluation Mi-Parcours du Programme de Formation Professionnelle Rurale - Phase II (FOPROR II) Niger.

Swisscontact (2017). « Programme d'Appui à la Formation Professionnelle Rurale et à l'Employabilité des Jeunes : Rapport de l'Evaluation Finale »

Synthèse du rapport d'activités 2008 : Entreprendre au Niger - Structure d'appui à la création et au développement des Micro et Petites Entreprises

UNFPA (2018). *World Population Prospects*.

Mills, B., Premand, P., Stoeffler, Q. (2016). *Poor Households' Productive Investments of Cash Transfers: Quasi-experimental Evidence from Niger*. Policy Research Working Paper 7839

World Bank (2010) Amélioration de l'éducation et développement des compétences pour la croissance économique au Niger

World Bank (2012). Rapport d'achèvement : Programme d'Action Communautaires (PAC-2)

World Bank (2013) Rapport Analyse Indicative Economique et Financière des Microprojets Réalisés par le PAC 2.

World Bank (2017). *An Assessment of Employment in Niger*.

World Bank (2017b). Rapport Interne d'achèvement du PAC3 du Programme d'Actions Communautaires

World Bank (2017c) Skills Development for Growth Mid-term Review Paper

World Bank (2017d). Rapport Interne d'Achèvement : Projet de développement des exportations et des marchés Agro-Sylvo-Pastoraux (PRODEX)

World Bank (2018). *Integrated Youth Employment Programs*.

World Bank (2018b). *Accelerating Poverty Reduction in Africa*.